

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Le Socialisme et l'Idée
 La bataille qui reprend
 Rudyard Kipling
 En quelques lignes...
 Théodore van Loon
 Les premières relations diplomatiques entre la Belgique et la Turquie
 L'offensive hitlérienne contre le catholicisme

Max LAMBERTY
 Hilaire BELLOC
 André MAUROIS
 * * *
 Vicomte Ch. TERLINDEN
 Henri LAMBOTTE
 Robert d'HARCOURT

Les idées et les faits : Chronique des idées : La semaine sociale d'Angers, Mgr J. Schyrgens.

Le Socialisme et l'Idée⁽¹⁾

QUESTIONS

Comment faut-il situer le mouvement socialiste dans l'histoire de notre temps? Quels sont ses ancêtres? Pourquoi est-il né? Comment peut-on le comprendre? Est-il un cri de détresse et d'espérance d'hommes accablés par la misère, comme certains de ses défenseurs l'affirment parfois? Est-il né de situations de fait? D'instincts? D'idées, surgies de l'imagination plus ou moins arbitraire d'une poignée d'intellectuels?

L'EXPLICATION PAR LE CHRISTIANISME ET PAR L'INDUSTRIE MODERNE

Ceux qui prétendent expliquer le socialisme par la religion chrétienne doivent aussi nous dire pourquoi il ne s'est développé qu'après dix-sept siècles de christianisme et ensuite pourquoi il est né dans des milieux libre-penseurs et non au sein des ordres religieux.

Ceux qui veulent expliquer le socialisme par l'industrie capitaliste du siècle dernier et voient dans le mouvement socialiste une protestation contre les salaires trop bas et les journées de travail trop longues doivent aussi nous dire pourquoi il n'est pas né dans les usines elles-mêmes. En effet, il n'est pas plus né dans les usines capitalistes que dans les ordres religieux. Les premiers socialistes furent des intellectuels de la bourgeoisie. Quelques-uns même appartenaient à la noblesse. Pas un d'entre eux n'a souffert directement des mauvaises conditions de travail. Le socialisme s'est ensuite développé tout d'abord chez les ouvriers qui touchaient les salaires les plus élevés, et cela dix, vingt, trente et parfois plus d'années après que les intellectuels

eurent formulé la théorie. Les prolétaires les plus authentiques, les bêtes de somme des métiers les plus pénibles furent partout les derniers à rallier les organisations socialistes.

Si les conditions de travail de l'industrie moderne avaient dû provoquer automatiquement la naissance du socialisme, celui-ci se serait développé partout en même temps que l'industrie et la technique modernes. Mais cela précisément ne s'est pas produit. Les ouvriers américains restèrent sourds aux appels du socialisme. Et en Europe, où le socialisme trouva le plus grand nombre de ses partisans, on vit se développer un mouvement ouvrier chrétien qui rejeta dès l'abord les théories socialistes.

L'EXPLICATION PAR L'ANTIQUITÉ

Les historiens du socialisme remontent ordinairement à la République de Platon pour aboutir finalement — après avoir passé par les Gracques, le « socialisme » romain, et les premières communautés chrétiennes — aux mouvements populaires communistes de la Réforme et aux utopistes de la Renaissance et du XVIII^e siècle. Après cette longue incursion dans le passé, ils traitent le mouvement socialiste de masses contemporain, comme s'il était la continuation naturelle d'un courant qui a pris naissance dans l'Antiquité.

Peut-on assimiler le mouvement ouvrier socialiste contemporain au socialisme des Grecs et des Romains? Etaient-ils bien des « socialistes », Platon et les Gracques, eux qui trouvaient tellement naturelle l'existence d'esclaves privés de tout droit, qu'ils ne faisaient pas mention de ce prolétariat véritable? Est-ce que Marx et Lénine, s'ils avaient été contemporains des Gracques, n'auraient pas pensé avant tout aux esclaves? N'auraient-ils pas revendiqué la « Liberté » et l'« Egalité » pour ces hommes sans droits qui n'étaient pas libres et encore moins les égaux des maîtres?

Peut-on, enfin, assimiler le mouvement socialiste actuel au communisme des premiers groupements chrétiens, qui pensaient à Dieu et non pas à l'État, au salut de leur âme et non pas au droit de propriété?

(1) Traduit d'un livre flamand publié en mai 1935, à Bruges, et dont la version française paraîtra en octobre prochain, aux Editions *Cultura*, à Bruges. Dans ce livre, intitulé : *Grandeur et Détresse des Idées*, l'auteur s'attache à démontrer que l'histoire européenne des vingt dernières années (y compris la crise économique mondiale) fut dominée par des idées dont il étudie la genèse et l'action. Dans les pages suivantes il applique sa thèse aux courants sociaux qui se rattachent à l'histoire du socialisme.

L'EXPLICATION PAR LA PSYCHOLOGIE ET LA MORALE

Henri de Man a cherché l'explication du socialisme dans la psychologie et la morale (1), notamment dans la psychologie et la morale volontaristes, telles qu'elles s'expriment chez un Freud et un Bergson. Il voit le point de départ du socialisme dans une réaction de tendances instinctives et d'états affectifs contre des situations de fait déterminées, issues de l'industrie capitaliste. Parmi les tendances instinctives de l'homme vivant en société, il en est une plus importante que toutes les autres : le besoin d'estime. « Le besoin de plus puissant de la nature humaine est le besoin d'être estimé (2). »

Il applique ensuite ce point de vue au mouvement ouvrier et il arrive au raisonnement suivant : l'industrie moderne a contrarié chez l'ouvrier le besoin fondamental d'estime en lui imposant un sort indigne. Le sentiment de dignité de l'ouvrier est réprimé. Un « complexe d'infériorité sociale » prend naissance. Pour échapper à ce « complexe », l'ouvrier cherche une issue compensatrice. Il la trouve dans le rêve d'une société meilleure qui sera réalisée dans l'avenir.

La représentation compensatrice d'une société meilleure, et le sentiment de la dignité personnelle nous font entrer dans le domaine propre de la morale, le domaine des droits et des devoirs, de ce qui est digne et de ce qui ne l'est pas, le domaine des jugements de valeur, du Bien et du Mal, de l'impératif moral. « Le socialisme ne s'appuie pas sur ce qui est, mais sur ce qui doit être, enseigne de Man. Le socialisme s'appuie sur le Bien moral et sur le Droit, sur des mobiles éthiques. Et ces mobiles sont de nature universelle. Ils sont valables pour tous les peuples et pour tous les temps. Ils ne sont pas une création de l'intelligence. Au contraire : ils sont issus de la réalité plus profonde et absolue qui s'affirme dans le tréfonds irrationnel et suprarationnel de toutes les religions et dans l'impératif de la conscience morale.

de Man ne croit pas plus à la possibilité d'une explication rationnelle du socialisme qu'à la possibilité d'une explication rationnelle des jugements de la conscience. La voix qui conduit au socialisme, dit de Man, est de la même nature que celle qui amène n'importe quel être humain, sans aucune intervention d'une intelligence instruite ou non, à distinguer le Bien et le Mal (3).

Quoiqu'une bonne partie de l'œuvre d'Henri de Man pourrait être considérée comme une explication du socialisme par les idées, il s'arrête à la psychologie freudienne et à l'éthique bergsonienne, avec leur culte caractéristique de l'instinct et des tendances affectives, et leur dédain de l'intellect. Il rejette catégoriquement l'influence de l'idée comme point de départ du socialisme. Il dit notamment dans son dernier livre : *L'Idée socialiste* :

« Pour comprendre le processus psychologique réel de la formation des idées socialistes, il ne faut pas du tout croire à la réalité d'idéals quelconques, existant a priori dans un monde suprasensible et indépendant du temps, et, venant de là, pénétrant par la conscience humaine dans l'histoire des hommes. Le processus psychologique réel suit en tout cas la voie inverse et n'exige nullement l'hypothèse idéaliste de représentations existant a priori. Ce processus ne suppose que deux conditions absolument réelles : d'une part des êtres humains qui, en vertu de tendances affectives et de besoins déterminés par leurs instincts et en vertu de leur faculté innée de prononcer des jugements de valeur, vont au-devant des conditions de la

(1) Voir : *Au delà du Marxisme*.

(2) Voir : *Nationalisme et Socialisme*.

(3) Voir : *Socialisme constructif*.

vie sociale avec certaines exigences; et, d'autre part, des conditions de vie sociale qui sont en contradiction avec ces exigences. »

En d'autres termes : l'ouvrier ne juge pas les faits d'après une idée existant au préalable et qui lui est venue du dehors. Il se trouve au milieu de la réalité avec des instincts. Son instinct se heurte à des situations qui ne correspondent pas à ce que l'instinct exige. L'ouvrier se rebiffe. Il devient conscient et cherche une situation qui correspond mieux à ses tendances instinctives.

OBJECTIONS

L'explication est séduisante. Elle appelle cependant diverses remarques.

A. En ce qui concerne le « complexe d'infériorité sociale » :

L'estime de l'ouvrier n'a pas été réclamée au début par les intéressés eux-mêmes, mais par des intellectuels venus de la bourgeoisie;

Les ouvriers n'ont pas ressenti le besoin d'estime en tout temps et en tout lieu et ils n'ont notamment pas revendiqué partout et en tout temps d'être appréciés socialement et politiquement; l'estime que les socialistes réclament s'accompagne de revendications de droits qui n'appartiennent pas au domaine propre de l'estime : des *droits égaux* pour l'ouvrier à l'égard de l'Etat, à l'égard de la société, à l'égard de la propriété.

B. En ce qui concerne la portée du besoin d'estime :

Est-ce que le besoin d'être apprécié est réellement le besoin le plus puissant de la nature humaine?

Au moment où le besoin d'estime se manifeste, un autre besoin au moins aussi puissant et sans doute antérieur au premier est satisfait : le besoin d'une certitude, d'un point d'appui, d'une vérité. Celui qui se soucie de l'estime de ses semblables a déjà prononcé un jugement en réponse à cette question : Où est la vérité? A quoi faut-il attacher du prix? Qu'est-ce qu'il faut estimer?

On en trouve la preuve dans l'étude du contenu des revendications socialistes : Pourquoi l'ouvrier se préoccupe-t-il d'être estimé aux yeux de la société et non aux yeux de Dieu? Parce qu'il a déjà accepté ou formulé un jugement sur la valeur de la vie humaine dans la société; parce que, à la lumière de sa conception du *vrai*, il attribue une plus grande valeur à l'existence concrète dans la société actuelle qu'à un Au-delà surnaturel.

Les idées, et notamment les idées relatives au problème du *vrai* ont, visiblement, sinon précédé, tout au moins orienté, donc gouverné ce besoin d'estime.

C. En ce qui concerne le fondement moral du socialisme :

Si le socialisme est inspiré par des jugements de valeur universels, issus des profondeurs les plus mystérieuses de la conscience, s'il est né d'une croyance qui échappe au contrôle de l'intelligence et qui ne peut même pas être exprimée par des mots, comme le dit de Man (1), pourquoi le socialisme n'a-t-il pas surgi en même temps et partout où l'on a trouvé des êtres humains ainsi que des traces de morale et de religion? Pourquoi y eut-il jusqu'aux temps modernes des hommes libres et des serfs en Europe? Pourquoi le socialisme n'est-il pas devenu la doctrine de tous les patrons ainsi que de tous les ouvriers dans tous les pays et dans toutes les parties du monde?

de Man répond que les adversaires du socialisme refusent d'y adhérer *malgré la voix de leur conscience*, en s'inspirant de considérations accessoires qui n'ont rien à voir avec leurs con-

(1) Voir : *Socialisme constructif*.

victions profondes, considérations qui ne sont que des prétextes souvent destinés à dissimuler des intérêts matériels égoïstes. L'adversaire du socialisme est un homme dont la conscience est impure.

Les adversaires du socialisme ont-ils réellement une « conscience impure » ?

D. *En ce qui concerne l'antériorité de l'instinct dans le socialisme :*

Les instincts qui sont aussi vieux que la vie-elle-même doivent nécessairement exister dans tous les êtres. Les réactions d'un groupe d'ouvriers ayant les mêmes instincts et se trouvant devant une même situation, doivent donc être identiques. C'est précisément ce qui ne s'est pas produit.

Il est impossible de ne pas songer ici au rôle de l'idée. D'ailleurs, en renvoyant au besoin inné d'estime, au complexe d'infériorité et à la morale, on n'échappe pas au contact de l'idée.

L'acte moral suppose la *représentation*, c'est-à-dire l'idée du *Bien*. Pour être affectés par une infériorité, nous devons avoir une représentation de ce qui est inférieur. Pour qu'un complexe d'infériorité se développe sous l'influence de la misère, il faut une représentation de la place que prennent la richesse et la pauvreté dans le monde. Un riche banquier devenu pauvre pourra être atteint par un complexe d'infériorité; un moine y échappera. Pourquoi? Parce que le moine et le banquier ont des idées différentes sur la signification de la pauvreté.

S'il est un élément qui puisse expliquer de façon réellement satisfaisante les divers aspects du socialisme, c'est bien dans l'existence de certaines *idées* qu'il faut le trouver. Certaines idées ont pu gagner des millions d'esprits, d'abord chez les intellectuels, ensuite chez les ouvriers, parce que, dans les circonstances que nous examinerons plus loin, elles parurent être *vraies*.

LA SOURCE DES IDEES SOCIALISTES

Les premiers socialistes trouvent *injuste* que certains hommes doivent accomplir un travail accablant, alors que d'autres font des voyages d'agrément. Ils trouvent *injuste* que certains possèdent plus de bien qu'ils n'en peuvent employer, tandis que d'autres se débattent dans la misère et l'insécurité. Ils trouvent *injuste* que certains ont le droit de vote, tandis que d'autres doivent se contenter de voir voter le voisin.

La *justice*, l'*équité*, telles sont les notions qui guident les revendications des Saint-Simon, Fourier, Owen, Marx et Engels.

Mais qu'est-ce qui est *équitable* et qu'est-ce qui ne l'est pas? Ce que l'Antiquité trouvait *équitable* — par exemple l'existence d'esclaves privés de droits civils et politiques — ne l'était plus au Moyen âge. L'autorité absolue du souverain était chose naturelle et normale avant la Révolution française; elle fut progressivement repoussée après. Le bûcher pour les hérétiques était une procédure normale au Moyen âge. A notre époque on peut difficilement la concevoir.

Pourquoi l'*équitable* peut-il devenir *injuste*, alors que l'*injuste* devient *équitable*? Tout dépend du critère. Une situation est normale ou anormale selon qu'elle correspond ou ne correspond pas au critère.

Aussi nous n'apprenons pas grand chose sur l'origine des revendications socialistes si nous nous bornons à considérer que les premiers socialistes revendiquent l'*équité* et veulent voir édifier une *société équitable*.

Ce qui peut nous apprendre beaucoup plus, c'est le fait que dans la société future que les socialistes nomment *équitable* tous les hommes sont *égaux* et *libres* : *droit égal* de tous vis-

à-vis de l'État et vis-à-vis de la propriété; *pas de contrainte* émanant soit de maîtres politiques, soit de propriétaires de biens matériels, soit d'intellectuels qui prétendent avoir le monopole de la science, soit de l'Église. Les *égaux* sont *libres* : libres vis-à-vis de l'État, libres vis-à-vis des biens matériels, libres vis-à-vis de l'Église.

Liberté pour tous. *Egalité* de tous. N'avons-nous pas déjà entendu cela? Mais oui, nous l'entendons depuis la Révolution française! Les deux termes résumaient la doctrine du père de la Révolution, Jean-Jacques Rousseau.

Nous voilà déjà bien éloignés de ce que le contact avec les premiers socialistes pouvait nous apprendre. Nous devons nous en éloigner davantage encore pour découvrir le point de départ du socialisme.

Le raisonnement qui revendique l'*Egalité* et la *Liberté* pour tous et juge cette revendication *équitable* doit avoir une origine. A quoi se rattache-t-il? D'où vient-il?

L'Église a toujours trouvé dangereux le principe de l'égalité de tous. Il aboutit pratiquement à la suppression de la hiérarchie qui va du pécheur au saint. Elle a de même trouvé dangereux le principe de la liberté pour tous, puisqu'il accorde les mêmes droits au *Bien* et au *Mal*.

Mais l'Église n'était plus seule comme au Moyen âge pour juger du *Bien* et du *Mal*. La *philosophie moderne* (1) avait instauré le culte de l'*individu*. Des milliers d'intellectuels s'étaient intéressés à l'*individu dans son milieu social et naturel*.

C'est là, dans les idées de la philosophie moderne, issues de l'esprit de la Renaissance, qu'il faut chercher les racines les plus profondes du socialisme contemporain.

Lorsque la philosophie moderne, partant de l'intérêt qu'elle témoigna dès le début à l'*individu dans son milieu social*, élabore au XVIII^e siècle la notion des *droits de l'homme à l'égard de l'Etat*, rien ne pourra empêcher désormais que, par la continuation logique du raisonnement, le principe soit étendu à ceux qui sont restés à peu près sans droits vis-à-vis de l'État : les classes privées de propriété, les petites gens, les pauvres, les ouvriers. Dès lors, la voie qui aboutira aux *droits de l'ouvrier vis-à-vis de l'Etat* est tracée.

Ce n'est pas seulement dans ses revendications à l'égard de l'Etat que le socialisme est un produit de la philosophie moderne. Il l'est aussi dans sa neutralité à l'égard des religions. Il l'est encore dans l'intérêt qu'il témoigne à l'existence physique de l'homme. Il l'est lorsqu'il veut voir s'épanouir toutes les facultés naturelles de l'homme, alors que le chrétien doit songer avant tout à la vie surnaturelle. Il l'est enfin dans son souci d'établir le « Paradis sur Terre », là où le chrétien doit se préoccuper avant tout du Paradis de l'Au-delà.

Les « instincts » dans tout cela? Il faut les chercher bien loin. Avec ou sans instincts, les prolétaires des siècles passés devaient s'intéresser beaucoup moins à l'Etat et à leur existence matérielle. N'étaient-ils pas convaincus que l'existence terrestre n'est que la préparation passagère à la vie auprès de Dieu, la seule qui ait du prix, puisqu'elle embrasse l'éternité?

Avec ou sans instincts, ces prolétaires devaient apprécier différemment les conditions de leur vie terrestre lorsque le scepticisme moderne eut ébranlé, chez nombre d'entre eux, les enseignements de la religion, lorsque de nouvelles idées, jugées vraies, leur donnèrent, directement ou indirectement, le conseil de chercher leur but dans la vie terrestre. Le souci de réaliser le « Paradis sur Terre » était aussi peu déterminé par des instincts que la revendication « Liberté et Egalité ».

(1) Entendons par là la philosophie rationaliste et empiriste, individualiste et naturaliste.

L'APPARITION TARDIVE DU SOCIALISME
ET LES IDEES

On peut encore expliquer par des idées le fait que le socialisme ne se développa qu'au XIX^e siècle, alors que les idées d'où il allait surgir, notamment celles de la philosophie moderne, avaient abordé, dès le XVIII^e siècle, avec Locke, Montesquieu et Rousseau, le domaine de la politique et de la vie sociale.

Lorsque la Raison éclairée se trouve détrônée et privée de tout prestige au XIX^e siècle, lorsque la hiérarchie qui sépare l'esprit réfléchi de l'instinct naturel est supprimée, il n'existe plus aucun motif pour maintenir dans la société une hiérarchie qui assure la préséance aux classes éclairées, et place la masse ignorante sur un plan inférieur.

Le socialisme a tiré la conclusion logique de la nouvelle évolution dans la philosophie moderne : il a exigé les mêmes droits pour tous les individus, pour l'individu éclairé comme pour l'individu ignorant.

LES IDEES ET LES FAITS DANS LE SOCIALISME

Le socialisme étant une idée, il devait pouvoir gagner n'importe quel esprit. Il a surtout conquis l'esprit des petites gens dans les centres où se développait l'industrie capitaliste. Les prolétaires des usines constataient chaque jour combien les idées correspondaient aux faits. Dès le premier contact, l'idée socialiste semblait être exempte des caractéristiques de l'erreur et du mensonge et se présenter comme l'idée vraie.

Les classes possédantes connaissaient aussi les idées socialistes. Mais elles voyaient tout autrement les faits. Elles ne découvraient pas en elles-mêmes les intentions viles que les socialistes leur attribuaient souvent. Elles ne découvraient pas non plus dans les ouvriers la grandeur d'âme que les socialistes ne cessaient de glorifier. En se basant sur cette double constatation, elles pouvaient affirmer que les idées socialistes « ne tenaient aucun compte de la réalité », qu'elles étaient unilatérales, absurdes, fausses. Elles ne désiraient pas d'ailleurs une société sans classes où serait supprimée la distinction entre les gens bien élevés et les gens grossiers, entre les gens instruits et la masse des ignorants. De plus, l'ordre existant, avec sa hiérarchie de classes n'était-il pas un ordre consacré par la volonté de Dieu — ou par celle de la nature? Le socialisme qui voulait modifier cet ordre ne portait-il pas atteinte aux lois divines — ou naturelles? N'était-il pas, dès lors, une entreprise insensée?

Une partie de la bourgeoisie passe au socialisme : des intellectuels libres-penseurs, élèves de Jean-Jacques Rousseau. Leur foi est la sienne : tous les hommes sont bons et ont des droits égaux. C'est la société qui les rend mauvais. Tous sont en état d'atteindre le plus haut degré de perfection humaine. Comment? En changeant la société. L'« ordre existant », avec la disproportion criante entre la misère cruelle et la dissipation, entre la canaille enrichie et l'honnête homme resté pauvre, n'est pas un ordre, mais un désordre, qui ne peut être voulu ni par Dieu ni par la nature et qui peut d'ailleurs être amélioré selon le gré de la pensée libre de l'homme.

Là où le socialisme paraît être l'idée vraie, il fait des progrès. Là où, à la lumière d'autres idées, il paraît être une théorie utopique, artificielle, fautive, il ne pénètre pas.

C'est l'esprit qui juge et décide. Il y a des socialistes qui par leur fortune et par leur genre de vie appartiennent aux classes supérieures de la société. Il y a des travailleurs qui ont souvent faim, mais ne veulent pas entendre parler du socialisme.

LE LIBÉRALISME DANS LE SOCIALISME

Egalité de tous. Liberté pour tous. En examinant de plus près ces deux notions, au premier abord peu compatibles, on constate que l'on se trouve en présence de deux appellations différentes d'un principe identique : le droit de libre disposition garanti à chacun dans une égale mesure, ou l'autonomie individuelle pour tous.

Chaque individu est l'égal de son voisin, chaque individu trouve son but en lui-même, est son propre maître et doit donc disposer librement de son sort.

Il y a là un élément nettement libéral et individualiste. Ce n'est pas par hasard que le socialisme a trouvé ses premiers et souvent ses meilleurs défenseurs dans les rangs du libéralisme. La démocratie, le libéralisme et le socialisme ont eu un point de départ commun : la revendication de l'autonomie individuelle pour tous.

Henri de Man constate à bon droit dans son ouvrage *Au delà du Marxisme* que « même dans le sens empirique et historique, la démocratie et le socialisme sont des notions inséparables ».

Il est vrai que le socialisme devint le champion de l'anti-libéralisme. Mais que voulait le socialisme, au fond? Il voulait rendre le libéralisme accessible à tous. Il voulait *socialiser le libéralisme*. Et toutes les revendications socialistes ne prennent un sens que si on leur donne comme but l'affranchissement de tous les individus, c'est-à-dire le libéralisme pour tous.

C'est pour obtenir plus sûrement l'égalité et la liberté de tous que le socialisme veut placer tous les organes de la vie économique sous le contrôle de la société organisée. C'est pour mieux garantir la liberté de tous les individus qu'il veut réduire la liberté de quelques-uns, notamment de ceux qui pourraient porter atteinte à la liberté du voisin. C'est pour mieux assurer l'autonomie de l'individu qu'il veut augmenter et protéger les salaires, réduire la durée de la journée de travail, introduire des lois d'assurance. C'est encore pour garantir l'autonomie de l'individu qu'il veut « *socialiser* » tous les biens, c'est-à-dire les mettre à la disposition de la société, de la totalité des individus.

Le fond libéral et individualiste du socialisme apparaît nettement dans ce qui provoqua un grave conflit au sein de la première Internationale. Pendant longtemps, en effet, le socialisme dut se protéger contre une tendance qui primitivement appartenait au courant d'idées socialistes et n'en fut écartée qu'avec beaucoup de difficultés : la tendance anarchiste, défendue par les Proudhon et les Bakounine, lesquels voulaient supprimer n'importe quel Etat, parce que tout Etat entraîne la limitation de la liberté individuelle.

UNE PREMIÈRE MÉTAMORPHOSE :
LE LIBÉRALISME SE FAIT ANTI-LIBÉRAL

On pourrait définir la naissance du socialisme : un libéralisme devenant anti-libéral sans sortir du libéralisme. Ce fut l'une des métamorphoses les plus curieuses que l'histoire des idées puisse nous rapporter.

Le socialisme naquit dès le moment où le principe de l'intervention de l'Etat fit son entrée dans le libéralisme.

Le principe de l'intervention de l'Etat est vieux comme le monde. Les formes multiples sous lesquelles il se présente depuis le classique droit de douane jusqu'aux divers systèmes d'« économie planée » ou « dirigée » ne peuvent nous le faire oublier.

Ce que le socialisme apportait de réellement nouveau, c'était l'extension quasi illimitée des droits d'intervention de l'Etat : l'Etat socialiste est un *Etat armé de droits et de pouvoirs illimités*.

Il n'assume pas seulement la conduite des affaires politiques de la collectivité. Il est aussi le directeur de l'économie et même le propriétaire des moyens de production et d'échange de la société. Rien n'échappe à sa compétence et à son contrôle.

En naissant, le socialisme apporta donc un double principe :

- a) Le droit à l'autonomie pour chaque individu;
- b) L'omnipotence de l'Etat.

Il y avait là du libéralisme et de l'anti-libéralisme. Les deux bases sur lesquelles le socialisme s'appuyait, dès son entrée en scène, étaient *contradictoires* : lorsque l'on veut accorder à chaque individu le droit de libre disposition, il faut renoncer à accorder à l'Etat des droits et des pouvoirs illimités. Lorsque l'on se prononce en faveur d'un Etat pourvu de droits et de pouvoirs illimités, il faut rejeter le droit de libre disposition des individus.

Le socialisme n'a cependant pu se passer ni de l'un ni de l'autre de ses deux points de départ.

Dès le début la théorie socialiste apparaît, en effet, sous une double forme :

Elle veut *ruiner l'Etat*, parce qu'il menace l'autonomie de l'individu;

Elle veut *construire un Etat*, auquel elle entend accorder des droits et des pouvoirs dont jamais un Etat monarchiste ou libéral n'a pu disposer.

Le socialisme pouvait-il renoncer à l'un ou l'autre des deux principes? Non. Le socialisme était obligé de chercher dans l'autonomie de l'individu l'ultime justification de l'omnipotence de l'Etat. Pourquoi voulait-il accorder à l'Etat des droits et des pouvoirs illimités? Pour assurer à chacun l'autonomie.

L'Etat fasciste ou national-socialiste peut priver l'individu de son autonomie au nom de la nation. Un Etat théocratique peut priver l'individu de son autonomie au nom de l'autorité suprême de Dieu.

Le socialisme ne pouvait renoncer à l'autonomie de l'individu parce qu'il ne trouvait le Bien ni dans la nation ni dans l'Au-delà, mais dans l'individu lui-même.

Qu'il le voulût ou non, le socialisme devait rester : libéral dans son point de départ, anti-libéral dans son but. Qu'il le voulût ou non, il devait poser deux revendications contradictoires.

LA DEUXIÈME MÉTAMORPHOSE : LE MARXISME

Vers le milieu du siècle passé apparaît Karl Marx. Le créateur incontestablement génial du « matérialisme historique » construit un édifice théorique qui paraît être si complet et s'adapter si bien à l'économie du temps, qu'il s'impose à tous les courants socialistes et devient la doctrine dominante du mouvement socialiste dans l'Europe entière.

Karl Marx veut réagir contre le « socialisme utopique et sentimental ». Il veut que le socialisme soit scientifique. Il ramène au schéma suivant le développement économique de la société moderne :

a) Concentration progressive aux mains de quelques-uns de tous les organes de la vie économique; les petites entreprises ne peuvent soutenir la concurrence des grandes et disparaissent, absorbées par les grandes;

b) Appauvrissement progressif de tous ceux qui sont devenus les salariés des détenteurs de la richesse; ceux-ci fixent les salaires selon leur bon plaisir et accaparent la plus-value du travail des salariés;

c) Révolte du prolétariat dont la vie est devenue insupportable et expropriation des détenteurs de la richesse;

d) Edification du régime de la propriété collective : les organes de la production deviennent la propriété de la collectivité.

Selon Marx, le socialisme n'est pas une théorie inventée arbitrairement par des intellectuels, mais un développement historique inévitable, une fatalité. La tâche des socialistes est, selon Marx, de conduire les travailleurs vers ce développement fatal, de les organiser, d'éveiller leur conscience. C'est par l'organisation en tant que classe et par la lutte de la *classe organisée* que la tâche finale se prépare : « l'expropriation des expropriateurs ».

Toutes les idéologies, nous apprend Marx, sont le produit de circonstances d'ordre matériel. Dans le cas le plus favorable, elles sont des réflexes psychologiques; mais il leur arrive aussi d'être des illusions trompeuses, des masques hypocrites, dissimulant des intérêts économiques. C'est le cas notamment du nationalisme et de la religion, dont les classes dirigeantes se servent en vue de leurs intérêts économiques. Le nationalisme cache des intérêts capitalistes. La religion est de « l'opium pour le peuple ». Le rôle de l'esprit, Marx le décrit de cette façon lapidaire :

« Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais bien au contraire son existence sociale qui détermine sa conscience. »

Dans l'individualisme anarchiste d'un Proudhon et d'un Bakounine, Marx voit une déviation dangereuse et il l'écarte du mouvement.

Donc, pas d'idées socialistes, pas de morale socialiste, pas d'individualisme. Mais la lutte pour l'existence matérielle. Cette lutte est la lutte d'une *classe*.

La classe prolétarienne marxiste est une classe *matérialiste* : son extension est déterminée par les limites des intérêts matériels et elle lutte pour l'existence matérielle.

Elle est une classe *individualiste* et *particulariste* : elle pense et agit comme une personne et se considère comme critère de toute appréciation de la réalité politique, sociale et économique.

Elle est une classe *impérialiste* : elle veut conquérir, elle veut détenir *l'imperium*, elle veut gouverner souverainement, elle veut tout posséder, elle veut exister seule. Elle chante : « Nous ne sommes rien, soyons tout! »

Dans cette voie il lui arrive de devenir *antidémocratique* : l'esprit de la démocratie, c'est l'égalité des droits pour tous les individus et la minorité s'inclinant devant la loi de la majorité. Mais le marxisme voit dans les codes existants le résultat et l'instrument de la volonté des classes maîtresses de l'économie. Au-dessus des règles du jeu démocratique et des codes planent les nécessités de la lutte pour les moyens d'existence, sans autres règles que celles d'une jungle darwiniste. Or là l'esprit de la démocratie est absent. De cette tendance antidémocratique surgira plus tard le bolchévisme. De même que le conflit sans cesse renaissant entre les partisans de la dictature prolétarienne et les défenseurs des méthodes démocratiques. De même que la tendance à vouloir obtenir par la grève ou la révolte d'une minorité ce que refuse la loi adoptée par la majorité.

DRAMATIS PERSONAE

Nous voilà maintenant devant les trois personnages du drame idéologique au développement duquel nous allons assister :

Le premier est *l'autonomie de l'individu*;

Le deuxième : *une classe impérialiste*;

Le troisième : *un Etat pourvu de droits et de pouvoirs illimités*.

Chacun des personnages est *souverain*. Trois souverainetés se trouvent réunies face à face :

La souveraineté de l'individu;
La souveraineté de la classe prolétarienne;
La souveraineté de l'Etat omnipotent.

Les trois souverainetés sont incompatibles. Les socialistes ne s'en rendent pas compte. Peut-il en être autrement? Ils ne peuvent renoncer à aucun des trois principes. L'un justifie l'autre. Le premier et le troisième englobent le point de départ et le but. Le deuxième apporte le fondement scientifique.

Il ne sera donc pas facile d'établir un *modus vivendi* pour les trois souverainetés qui vont agir simultanément.

Ne quittons plus des yeux les trois principes fondamentaux, les trois notions essentielles du socialisme. Ils vont nous faire comprendre non seulement l'histoire du socialisme, mais une grande partie de l'histoire européenne contemporaine. Ils vont nous apprendre que le socialisme n'est pas le cri d'alarme des victimes de l'industrie capitaliste, mais une attitude de l'esprit à l'égard d'idées. Ils vont nous démontrer, en outre, que les drames qui ont marqué l'histoire du socialisme sont des drames dans le monde des idées.

(A suivre.)

MAX LAMBERTY.

La bataille qui reprend

La nouvelle offensive déclanchée, par Londres, contre le florin, et dont le résultat est encore incertain, nous amène à reparler de ce sujet capital : l'avenir des monnaies. Je n'entends ni louer ni blâmer telle politique particulière, mais établir ce qui se passe. Car nous vivons au milieu d'une bataille de la plus haute importance pour notre destin, bataille dont, comme d'habitude, notre presse anglaise ne dit rien qui vaille la peine d'être lu.

Pour comprendre cette bataille, il nous faut, au risque de nous répéter, récapituler d'abord les éléments principaux du problème :

1° Quand l'Angleterre fut obligée de « lâcher » l'or, la partie du monde contrainte de la suivre était tellement grande (tout l'Empire, la Scandinavie, l'Argentine, etc.) que la nouvelle livre sterling dévaluée l'emporta sur l'influence de l'or et que les prix tombèrent de presque autant que la différence entre l'or et le sterling;

2° Dans notre société hautement industrialisée, où le facteur salaire constitue l'essentiel du prix de revient de la production, la baisse soudaine des salaires anglais de près de 40 % (sans que les salariés s'en doutassent) diminuait de presque autant la valeur des produits manufacturés et la production industrielle anglaise fut bien meilleur marché;

3° En conséquence, les pays conservant une monnaie-or durent, ou réduire par force les salaires dans leurs industries, ou voir leur chance d'exporter en concurrence avec les pays du groupe sterling pratiquement annihilée ;

4° Pour contre-balancer l'avantage qu'acquerrait l'Angleterre en matière de concurrence industrielle, les Etats-Unis dévaluèrent à leur tour et ramenèrent le dollar à la parité de la livre, augmentant encore largement la « surface » des monnaies dévaluées ;

5° A la longue, ces différences se tassent d'elles-mêmes. On ne déborde pas le réel. On n'abroge pas une loi mathématique. On ne change pas un climat en inscrivant d'autres chiffres sur le thermomètre. Mais, dans l'intervalle, en attendant que les choses trouvent leur niveau et leur équilibre, les pays à monnaie-or qui vivent de leur exportation sont durement éprouvés. Si aucun pays n'est aussi dépendant de son exportation que l'Angleterre — même pas la Belgique — toutes les nations modernes le sont en quelque mesure;

6° Tant qu'une monnaie-or reste intacte, la monnaie dévaluée reste en danger. Et la livre sterling actuelle, qui n'est plus que du papier sans garantie aucune, court chaque jour le plus grand péril. Toute tension soudaine peut nous obliger à imprimer plus de papier que la stabilité des prix n'en tolère. La confiance se trouverait atteinte et la fuite devant la livre se produirait.

* * *

Voilà la situation. Il est de la plus haute importance pour le sterling que les monnaies-or soient détruites : non seulement celles qui sont stabilisées de façon permanente telles que le florin, le franc français et le franc suisse, mais aussi celles-là qui vivent d'expédients temporaires comme le mark, le rouble et la lire, et celles qui, comme le dollar, sont stabilisées temporairement après une forte dévaluation.

Tout cela n'est que le côté négatif des raisons pour lesquelles la Cité de Londres attaque périodiquement les monnaies-or.

Le côté positif montre la considération suivante : si les monnaies-or sont détruites, toutes tendront vers le niveau de la livre sterling. Quand elles l'auront atteint, celui qui contrôlera le sterling contrôlera les prix mondiaux. Il ne faudra plus alors prêter l'extraordinaire attention actuelle à maintenir le niveau des prix en sterling. De Londres, on pourra manipuler toutes les monnaies du monde : splendide perspective!

En résumé : si le sterling gagne cette bataille, il devient le maître universel. S'il la perd, un sterling de pur papier ne peut durer et l'Angleterre pourrait connaître une crise sérieuse. Si je ne me trompe, le temps-record pendant lequel une monnaie imaginaire, non garantie, a jamais été « tenue » saine est d'environ dix années, encore qu'il n'y ait, évidemment, aucune limite arbitraire à ce genre d'aventure. On peut concevoir que pareille monnaie puisse être maintenue pendant un temps beaucoup plus long. Le certain, c'est que cette monnaie ne peut être maintenue de façon permanente comme l'or, quand l'usage de celui-ci est général.

Parce que l'enjeu est d'une telle importance, la bataille est d'une telle férocité. L'un assaut après l'autre est lancé de Londres contre les monnaies-or. L'attaque contre le franc belge réussit presque complètement quand la dévaluation belge dut descendre à peu près à notre niveau, et il semble qu'elle ne s'arrêtera pas là. Après ce succès local sur un point du front, une offensive fut déclanchée dans un autre secteur. Le franc suisse fut violemment attaqué. Ce fut un échec et les « spéculateurs » (comme on les désigne par courtoisie...) qui, de Londres, dirigeaient l'attaque subirent de grosses pertes — tout comme dans un assaut militaire les pertes sont bien plus grandes en cas d'insuccès que si la position est emportée.

Puis vint la très violente attaque contre le franc français, élément principal du front ennemi. Un moment le succès de l'attaque parut certain. L'offensive était menée sur une échelle bien plus vaste que celles contre les autres monnaies secondaires. Les Français y opposèrent des milliards et des milliards d'or.

Au moment même où l'attaque de Londres apparaissait victorieuse, les Américains entrèrent en lice et sauvèrent le franc. Résultat : les soi-disant « spéculateurs » londoniens (et les vrais spéculateurs qui les suivaient) perdirent des sommes qui pour être inconnues n'en sont pas moins gigantesques.

Ce sanglant échec imposa une trêve de quelques semaines. Mais une attaque contre le florin ne fut pas longue à se produire. Elle fut repoussée, mais difficilement, et les agresseurs se retirèrent pour considérer leurs nouvelles pertes.

Actuellement, on croit le moment favorable à une nouvelle attaque contre le florin encore. Et ainsi la bataille continue. Bataille intéressante non seulement à cause de l'immense importance de l'enjeu, mais encore parce qu'elle a conduit à quelques mensonges comiques dans notre presse anglaise, et à un silence étendu et rigoureux, plus comique encore, silence imposé à toutes nos publications « officielles », et presque toutes le sont. A les lire, on n'imaginerait même pas qu'il se passe quoi que soit d'une telle ampleur en cette matière.

HILAIRE BELLOC

Rudyard Kipling

Tout romancier de grand talent trouve tôt ou tard, chez les peuples étrangers, des fidèles, mais le nombre des écrivains qui, hors de leur propre pays, émeuvent les masses, est très petit. Parmi les Français, seuls Balzac, Hugo, Dumas père et peut-être Anatole France ont atteint en Angleterre ces couches profondes de lecteurs. Parmi les Anglais que lisent en France ceux qui ne sont ni des professionnels, ni des amateurs passionnés de littérature, on peut citer Shakespeare, Swift (mais seulement par *Gulliver*), de Foë (mais seulement par *Robinson Crusoe*), Dickens et certainement Kipling. De 1900 à 1920, Kipling a touché la jeunesse française comme peu d'écrivains français ont su le faire. Ses maniérismes (« Ceci est une autre histoire... ») sont devenus des maniérismes français. Ses légendes ont inspiré les jeux et modelé les pensées d'enfants français. Nous essaierons d'analyser les causes de cette emprise, la première étant, nous semble-t-il, la découverte par Kipling de l'héroïsme et du mystérieux moderne.

Il est curieux d'observer que cette gloire de Kipling, tandis qu'elle croissait et s'étendait sur toute la terre, trouvait en Angleterre des adversaires assez nombreux. Qu'était-il arrivé ? Trois choses. L'une était l'habituelle réaction des critiques contre le public, lorsque celui-ci a suivi avec trop d'unanimité leurs premiers jugements favorables; la seconde, plus subtile, le mouvement de pudeur qui devait contracter les héros de Kipling lorsqu'ils voyaient ainsi démonter les rouages de leurs vertus. Le propre du héros de Kipling est de ne pas savoir qu'il est brave, ni qu'il est sage. Il est silencieux, surtout lorsqu'il s'agit de ses propres actions. En lisant Kipling, qui le dévoilait aux autres et sans doute aussi à lui-même, peut-être éprouvait-il une imperceptible irritation. Enfin l'œuvre de Kipling s'est trouvée, en Angleterre, temporairement liée à une politique et les esprits partisans savent mal distinguer le génie de l'accident. Quand le temps aura laissé l'œuvre nue, on verra que Kipling

fut son seulement le plus grand écrivain moderne qui ait créé des mythes durables.

LA VIE ET LES ŒUVRES

Rudyard Kipling est le fils d'un dessinateur de grand talent, John Lockwood Kipling. Sa mère, Alice Macdonald, était la fille d'un clergyman dont les trois autres filles épousèrent, l'une Burne Jones, une seconde le peintre Edward Poynter, une troisième un industriel, Alfred Baldwin, qui fut le père de Stanley Baldwin, plus tard chef du parti conservateur et premier ministre du royaume.

John Lockwood Kipling ayant été nommé directeur de l'École des Beaux-Arts de Bombay, son fils naquit aux Indes et y fut élevé jusqu'à l'âge de cinq ans. Il eut pour nourrice une de ces « ayahs » qu'il a si bien décrites et connut, avant même que de savoir l'anglais, ce sabir hindoustani « qui sert en quelque sorte de langage-clef pour les innombrables idiomes qui sont parlés entre les Himalayas et le cap Comorin ». Kipling enfant pensait et rêvait en hindoustani. Nous l'imaginons volontiers, comme ces enfants anglo-indiens que lui-même nous a peints, bavardant avec les indigènes, comblé par eux de cadeaux, écoutant avec ravissement leurs histoires et mieux instruit de la nature secrète de l'Inde que plus d'un membre du Conseil législatif.

L'enfant étant de santé délicate, ses parents résolurent de ne pas l'élever aux Indes. A cinq ans il fut envoyé à Portsmouth, et confié à la famille d'un officier de marine en retraite. A onze ans il entra dans une grande école, l'United Services College, Westward-Ho. Dans un poème placé en tête de *Stalky and Co*, Kipling rappelle ce qu'enseignent les écoles britanniques : que le caractère est plus important que le savoir, que l'homme doit accomplir le travail de chaque jour, sans trop penser ni discuter, enfin qu'il faut savoir servir l'équipé et obéir au chef.

*Là nous avons rencontré des hommes fameux,
Que leur charge plaçait au-dessus de nous,
Et ils nous ont battus de verges...
Consciencieusement, de maintes verges...
Tous les jours nous ont battus de verges,
Car ils nous aimaient vraiment.*

*Et tous nous chantons les hommes fameux...
Les anciens de notre collège;
Car ils nous ont appris le bon sens...
Ont tâché de nous apprendre le bon sens...
La vérité et le bon sens qui vient de Dieu,
Et qui vaut mieux que le savoir!*

*Chaque degré de latitude
Qui enveloppe l'Univers
Voit un de nous (ou davantage)
(Nous tous inscrits au même rôle)
Exact à faire ce qu'il fait,
Ardent à remplir son emploi.*

*Cela, nous l'avons appris d'hommes fameux,
Sans savoir pourquoi,
Quand ils nous montraient, dans leur travail quotidien,
Que l'homme doit mettre la dernière main à son travail...
Bon ou mauvais, à son travail quotidien,
Sans chercher d'excuses.*

Officiers d'état-major, ingénieurs,
 Serviteurs de la mine, de la fusée et du grappin...
 Les uns, devant la face des rois,
 Se tiennent devant la face des rois;
 Ils portent des dons à divers rois...
 Des dons d'obus et de mitraille.

Cela, nous l'avons appris d'hommes fameux
 Qui nous l'ont enseigné sur nos frontières...
 Ils déclaraient qu'il était mieux,
 Qu'il était plus sûr, plus facile et mieux,
 Rapide, sage, et qu'il était mieux...
 D'obéir toujours aux ordres (1).

A dix-sept ans Kipling a reçu de ces Hommes fameux toutes les consignes que doit connaître un jeune Anglais avant d'entrer dans la vie active. Il retourne alors aux Indes. Son père y est devenu conservateur du Musée de Lahore. *Kim* s'ouvre par une description de ce musée que les indigènes appellent : la Maison des Merveilles. Rudyard Kipling, pour gagner sa vie, devient adjoint au rédacteur en chef de la *Civil and Military Gazette*. C'est, pour un romancier, un prodigieux apprentissage que de voir défiler dans les bureaux d'un journal, ou au cours de missions de reportage, des êtres et des événements de toute nature.

Dans son propre journal, de temps à autre, ce jeune rédacteur publie des vers. Ce sont des poèmes humoristiques et souvent assez cruels sur la vie des Anglo-Indiens. Ceux des lecteurs de la *Civil and Military Gazette* qui avaient quelque goût littéraire durent aussitôt flairer le génie, car aucun poète (pas même le jeune Byron ou le jeune Hugo, tout de suite si maîtres de leur forme) n'a jamais fait début plus surprenant. Toute la philosophie amère et forte de Kipling, tout son humour sont déjà dans ses premiers poèmes. En 1886, à vingt et un ans, ils les réunit en un volume qui paraît à Lahore sous le titre de *Departmental ditties*.

Il passe ensuite à un journal plus important, *Le Pionnier d'Allahabad*, et publie en deux ans, toujours chez un éditeur local anglo-indien, plusieurs petits volumes de contes : *Les Simples Contes des collines*, *Trois Soldats* et enfin *L'Histoire des Gadsby*. Ces trois chefs-d'œuvre avaient déjà paru que Kipling n'avait encore que vingt-trois ans. Le prosateur ne débutait pas avec moins de sûreté que le poète. Que voulait-il faire? Que voulait-il être? Il ne le savait pas encore très bien lui-même. Ses premiers contes font penser à un Maupassant exotique. Le monde qu'il décrit, c'est d'abord celui de Simla, cette station des collines où les Anglo-Indiens, en été, envoient leurs femmes et leurs enfants pour les mettre à l'abri d'un climat pernicieux.

Dans ce monde de femmes sans maris évoluent des célibataires envoyés là, eux aussi, pour se soigner ou se reposer et quelques hauts fonctionnaires toujours prêts à échanger une protection efficace pour le mari contre de menues faveurs de la femme. Tout cela, le jeune Kipling le décrit avec une férocité très libre. Mais déjà, dans *L'Histoire des Gadsby* et dans *Trois Soldats*, on commence à comprendre que ces pâles sentiments et ces intrigues administratives ne sont pas pour lui l'essentiel de la vie. Ce qui lui importe, ce sont les vertus enseignées par les Hommes fameux de Westward-Ho et le choc qui, en toute vie, se produit fatalement entre ces vertus et le Monde extérieur.

Quand ces petits livres à couverture grise commencèrent d'atteindre Londres, ce fut un émerveillement. Si étrange que cela puisse paraître, il n'y avait pas de littérature de l'empire britannique. « Au début, naturellement, écrit Mr Robert Graves,

Kipling fut regardé avec la plus grande inquiétude et même avec haine par les Anglo-Indiens de la vieille tradition. *Departmental ditties*, avec leurs allusions à des corsets, à des dominos roses et à des tailles pincées par les maris d'autres femmes, étaient un livre répugnant. Les *Simples Contes des collines* étaient intolérables. L'adultère était là-dedans considéré comme une faute naturelle. En vérité, ce Simla aurait pu être Paris! Mais à Londres ce fut différent. Simla était si loin, si exotique. » Et puis il y avait à l'arrière-plan de ces contes un côté moral, un sens de la fraternité impériale qui touchait les Anglais et qui bientôt allait amener les Anglo-Indiens, la vie une fois de plus imitant l'art, à se hisser au-dessus d'eux-mêmes pour ressembler à leurs portraits.

Le succès fut immédiat et foudroyant. Un éditeur anglais réimprima les livres; les critiques crièrent au prodige, triomphe presque dangereux. Dans la *Lumière qui s'éteint* Kipling montre la tentation du jeune artiste qui a trop bien réussi et sans doute s'est-il en ce temps-là adressé à lui-même les conseils qu'un admirateur plus âgé donne à son héros :

Si vous n'y prenez garde, vous tomberez bientôt sous l'envoûtement du carnet de chèques, ce qui est pire que la mort. Vous vous griserez de l'argent facilement acquis; pour l'amour de cet argent, vous avouez être prêt à faire délibérément de mauvais ouvrages, comme s'il ne devait pas vous arriver d'en faire bien assez sans le vouloir et sans le savoir... Dès que nous traitons légèrement notre art, en le faisant servir à nos propres fins, il nous trahit à son tour.

Mais ce jeune homme de génie sait garder la tête ferme dans le succès et je ne crois pas qu'on puisse lui reprocher d'avoir jamais écrit sur ce qu'il ignorait. Vers ce temps-là il fit de grands voyages et, au cours de l'un d'eux, en Amérique, il épousa Caroline Balestier, fille d'un éditeur américain. Il eut d'elle deux enfants, et dans la jeunesse de ceux-ci écrivit, alors qu'il vivait dans une province américaine, le *Livre de la jungle*, qui parut en 1894. A trente ans il avait publié une grande partie de ses histoires hindoues, sauf la plus belle d'entre elles, *Kim*, laquelle n'est que de 1901.

* * *

Dans un récit de celui qui fut pour lui, en France, à la fois un traducteur et un interprète (Kipling a été traduit en français, par Robert d'Humières et Louis Fabulet, comme tout écrivain souhaiterait l'être), nous entrevoyons ce qu'était le jeune triomphateur au moment de son retour en Angleterre. Il s'était installé dans un petit village voisin de Brighton, Rottingdean. « Le poète n'a pas l'air d'avoir beaucoup plus de trente ans. Ses yeux en particulier retiennent l'attention; ils sont, derrière les lunettes immuables, pleins de lumière, de sympathie et de gaieté, avides de réfléchir la vie sous toutes ses formes. Le corps a une singulière agilité, sans les gestes un peu compassés de l'Anglais ordinaire... » Robert d'Humières note cette conversation coupée de rires jeunes, Kipling lui nomme ses auteurs français favoris : Rabelais, Maupassant. « Connaissez-vous Loti? demande Kipling... Je l'admire beaucoup. Est-il un bon officier de marine? Je veux dire au point de vue professionnel. » Question essentiellement kiplinguesque. Puis Kipling avoue à Robert d'Humières qu'il n'aime pas les romans sentimentaux : « C'est probablement mon éducation orientale qui en est cause, mais je n'aime pas, dans les romans, les femmes hors de leur maison. Elles sont charmantes dans la vie réelle, mais, en littérature, on les a trop vues. Il y a tant d'autres sujets... » Tout ce tableau révèle un esprit jeune, alerte, prodigieusement vivant et débordant d'humour.

Le succès littéraire avait été décuplé par le succès spirituel

(1) Traduction Louis Fabulet et Robert d'Humières (*Mercur de France*).

et politique. Dans une préface pour une traduction française de Kipling, M. Chevrillon, vers 1900, montrait comment les Anglais retrouvaient dans les poèmes de celui-ci à la fois un idéal national et un idéal religieux : « Dans ses chansons et ses ballades, qu'on répète aujourd'hui dans les casernes, sur les bateaux de la flotte, dans les plantations, Kipling a invoqué le Dieu qui fait l'étonnante cohésion de l'Angleterre. Dans le même poème qui célébrait la mer bien labourée par les Anglais, les hommes de cinq repas nourris de viande, la banque du crédit illimité et toutes les ressources de l'Empire, revenant à ce qui est le cœur et le foyer de cet Empire, il a salué Westminster, « l'Abbaye » qui fait que nous disons, nous... » Voilà le centre d'où s'irradie le fluide mystérieux qui assemble en une seule vie tant de vies d'individus et de groupes, non pas seulement parce qu'ils sont de la race, mais parce qu'ils observent la loi, les citoyens de l'Empire forment, un peuple ferme. « Garde ta grâce à ton peuple, Seigneur, qui nous a exaltés au-dessus des autres nations. Fais que nous restions humbles devant toi. Empêche qu'ivres de notre puissance, nous devenions vantards, comme les Gentils et les races inférieures qui ne connaissent pas la loi... » Voilà l'idée et le sentiment du fameux *Récessionnal*, de l'hymne qu'il écrivit au lendemain du jubilé de la reine... *Lest we forget, lest we forget...*

*Dieu des armées, conduis nos pas,
Afin que nous n'oublions pas.*

Wells, lui aussi, a noté dans un de ses livres l'importance qu'eut alors pour les jeunes gens le kiplingisme. « Entre 1890 et 1895, sa figure moustachue avec ses lunettes, son lourd menton... ses enthousiasmes bruyants de collégien pour la force et l'efficacité, la joie lyrique excitée chez lui par les sons, les couleurs, les odeurs même de l'Empire... cette figure devint presque un symbole national. Son emprise sur nous fut inouïe. Nous étions hantés du cliquetis de ses rimes... Notre langage courant même en était imprégné. Que lui dois-je exactement? Il m'a permis d'élargir d'une façon remarquable mon sens géographique; il m'a fourni les phrases nécessaires pour rendre ce désir de discipline, de dévouement, d'effort organisé que le socialisme de notre époque ne parvenait pas à exprimer (1). »

Donc, vers 1900, Kipling est la voix de l'Empire. A ce moment survient la guerre du Transvaal, conséquence des doctrines impérialistes, et les difficultés de cette guerre, sa longueur et les déboires qu'elle donnera au peuple anglais vont amener une réaction. Cette réaction aura de grands effets politiques, puisque c'est elle qui produira la vague libérale de 1906. Elle aura aussi un effet durable et injuste sur la gloire littéraire de Kipling. Pendant un temps, la passion politique empêchera les critiques libéraux de reconnaître que le génie, chez Kipling, est entièrement indépendant des idées politiques.

Nous trouvons un exemple de cette réaction contre Kipling dans le livre que lui a consacré M. Le Gallienne : « Nous admettons, dit M. Le Gallienne, que certaines vertus soient nécessaires pour maintenir l'Empire et que toute nation doive croire en elle-même, mais non que Dieu veuille sur nos conquêtes, ni que la conquête d'un Empire puisse être un devoir chrétien. Kipling nous parle du Fardeau de l'Homme Blanc. Oui, nous avons accepté le Fardeau de l'Homme Blanc, mais quand ce fardeau était chargé de biens précieux, quand c'était notre intérêt de l'accepter. Avons-nous réclamé le Fardeau de l'Homme Blanc quand il s'agissait de sauver l'Arménie? » Et, pastichant le célèbre *Récessionnal*, il écrit :

*C'est plutôt en nous souvenant de Dieu, dit quelqu'un,
Que nous conserverons notre Empire.
La fortune, je pense, nous a plutôt souri
Quand nous oublions, quand nous oublions...*

Quand Kipling, après avoir vécu aux Indes, aux États-Unis, au Transvaal, se retira dans la campagne anglaise, beaucoup de ses admirateurs pensèrent qu'il cesserait d'écrire. Il avait trouvé ses modèles sur la grand'route de Kim. Vivrait-il désormais de souvenirs? Découvrirait-il parmi les fermiers du Sussex des sujets à sa taille? On en doutait.

Puck of Pook's Hill fut à la fois une surprise et un enchantement. Transplanté, Kipling avait su se renouveler et rester Kipling. Cela sans quitter son jardin. Les enfants du livre sont les siens. Le ruisseau « qui depuis des siècles entaille profondément le sol mou de la vallée » est celui qui coule au bas de ses pelouses. Le moulin, le château féodal sont ses voisins. Les grands sujets sont toujours simples. Sur cette terre de vieille civilisation s'étaient succédé des paysans indigènes, des légionnaires romains, des barons normands. Kipling les avait ressuscités pour ses enfants.

Depuis la guerre, où il a perdu son fils, Kipling vit loin de l'agitation quotidienne des villes, dans ce beau jardin de Bateman's. On l'y trouve aussi vivant que le décrivent ses visiteurs de jadis. Sous les sourcils épais, les yeux sont restés aussi vifs; le ton demeure jeune et alerte. Je ne connais pas de conversation qui, plus que celle de Kipling, donne à l'interlocuteur le sentiment du génie, c'est-à-dire de l'invention spontanée et constante.

Si, pendant quelque temps, les jeunes gens ont paru, en Angleterre, s'écarter un peu de son œuvre, cela n'a guère inquiété Kipling qui pense que chaque génération doit avoir ses modes de sentir, sa chance de vivre. Et de même qu'il avait accueilli avec sérénité une partielle éclipse de sa gloire, de même il semble assez indifférent à l'éclat nouveau de celle-ci. Car les critiques les plus hautains, après s'être crus originaux en faisant sur l'œuvre de Kipling des réserves, ont fini par découvrir qu'il ne leur restait plus qu'un jugement original à porter : à savoir de l'admirer sans restrictions. Ils s'y sont résignés. « Leur geste est superflu; l'éléphant s'arrête un instant au bord de la route et le scarabée lève une patte encourageante. »

UNE CONCEPTION HÉROÏQUE DE LA VIE

« Kipling, écrit Mr Robert Graves, est l'aspect littéraire de l'Empire britannique... » L'aspect littéraire de l'Empire britannique? Voilà qui ne suffirait pas à expliquer les sentiments vifs où l'œuvre de Kipling jeta, dès que parurent les premières traductions, tant de jeunes Français. *Kim*, *Stalky*, *Le Livre de la jungle* furent alors nos livres favoris. Dans les lettres de Rivière et d'Alain Fournier je trouve les échos de mon propre enthousiasme et de celui de mes camarades de lycée. Ah! que nous pensions peu, en lisant la *Cité des songes* et les *Bâtisseurs de ponts*, à l'impérialisme britannique. Ce que nous cherchions dans Kipling, en même temps que d'admirables récits, c'était avant tout une conception héroïque de la vie.

Cette conception n'était ni exclusivement britannique, ni exclusivement impériale. Kipling a montré qu'elle fut la même pour le fonctionnaire romain des Gaules ou de Bretagne que pour l'officier anglais isolé dans l'Himalaya ou pour l'officier français isolé dans l'Atlas. Elle n'était pas non plus exclusivement militaire, ni coloniale. Quel que fût le milieu décrit par lui, Kipling apercevait parmi les hommes une hiérarchie constante

(1) H.-G. WELLS, *Le Nouveau Machiavel*, p. 135 (Albin Michel).

et nécessaire qui est l'armature de la société héroïque, laquelle se forme toutes les fois qu'un groupe humain doit accomplir une tâche difficile.

Les héros, en dominant la paresse, l'envie, la peur, l'ambition et le désir, ou au moins en imposant à ces passions le masque du silence, viennent à bout du désordre, qui, si les héros ne veillent, réduit à l'impuissance toute société. Quand les héros s'épuisent et quand l'ordre est à peu près rétabli, la relève est faite par les grands administrateurs. Ces « Grands Sahibs » sont forts, prudents et silencieux. « Les Grands Sahibs emploient des mots en très petit nombre entre eux dans leurs affaires, encore moins lorsqu'ils parlent de ces affaires à un tiers », remarque un sage indigène. Par l'adresse et par la maîtrise de soi, les hommes d'État maintiennent pendant un certain temps les sociétés créées par les héros. Puis la solidité apparente de l'ordre rassurant les égoïstes et les bavards, ceux-ci se portent au premier rang; alors s'ouvre le règne des politiciens et des jouisseurs qui détruisent toute société, et le cycle recommence.

Kipling a peint les trois classes d'hommes. Les hommes d'action, les héros fondateurs, il les a connus très jeune, aux Indes « *God be thanked, whatever comes after, I have lived and toiled with men...* Dieu soit loué, quoi qu'il arrive désormais, j'ai vécu et travaillé avec des hommes. » L'homme d'action est partout dans l'œuvre de Kipling, tantôt bâtisseur de ponts, tantôt dompteur de famine, tantôt officier de Gurkhas, tantôt planteur de coton. Son caractère est très simple. Ni amour, ni famille pour lui tant que le travail du jour n'est pas accompli. Il n'a confiance en personne pour le remplacer, sauf peut-être en d'autres hommes d'action, plus jeunes mais semblables à lui, qu'il traite comme des fils, ce qui se reconnaît à ce qu'il les fait travailler comme des chiens. Mais il ne ferait à aucun autre l'honneur de le soumettre au travail sans repos qu'il s'impose à lui-même.

L'homme d'action se heurte toujours à une résistance sauvage de l'Univers. Penser un pont, le dessiner, travaux relativement aisés; l'homme est seul devant son papier. Mais dès que l'on construit un pont, il faut compter avec les chaînes qui glissent, les poulies qui se brisent, les ouvriers qui se révoltent, sans compter le courroux du fleuve et la colère toujours présente des dieux. Car les dieux ont horreur des victoires des hommes; les Grecs le savaient bien. Le héros accepte avec une parfaite égalité d'âme ces coups du destin.

*Si tu peux rencontrer Triomphe après Défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres les perdront;
Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à tout jamais les esclaves soumis,
Et, ce qui vaut bien mieux que les Rois et la Gloire,
Tu seras un homme, mon fils.*

Quand un peuple est un peuple d'hommes, alors des hasards malheureux il sait se faire une expérience et la défaite devient pour lui une arme grâce à laquelle il gagnera des victoires futures. Ainsi, après la profonde blessure d'amour-propre que fut pour l'Angleterre la guerre du Transvaal, Kipling conseille à son pays de tirer de cette douleur même la force d'un rebondissement.

*Ce fut notre faute, notre très grande faute,
Et maintenant il faut nous servir de la faute.
Nous avons quarante millions d'explications et par une seule excuse;
Donc plus nous travaillerons et moins nous parlerons, et meilleurs
[seront les résultats.
Nous avons reçu une impériale leçon; elle peut encore faire de nous
[un Empire.*

Le héros ne sert ni pour la gloire, ni pour l'argent, mais pour l'honneur de servir. « Scott comptait huit années d'emploi dans le service de l'irrigation et touchait huit cents roupies par mois, avec promesse que s'il servait l'État avec dévouement pendant quelque vingt-deux années de plus, il pourrait se retirer avec une pension de quatre cents roupies par mois. » Presque toujours, quand le héros a fait de bonne besogne pendant quelques années dans un poste, il apprend qu'il est déplacé juste avant le succès, qu'un autre récoltera tout ce qu'il a semé, et c'est là une bonne occasion de discipline morale.

Cette société des héros a toujours été, dans la légion romaine comme dans le régiment anglo-indien, dans les administrations comme dans les usines, construite sur un modèle à peu près unique. Au sommet se tient le Chef, qui conçoit, commande et anime, le vrai Chef, car Kipling est sans tendresse et sans indulgence pour celui qui a la fonction sans les vertus. Il se plaît à nous montrer, dans *l'Amendement de Tods*, l'ignorance de certains « Conseillers » et comment un enfant peut les instruire. Il se plaît, dans *Puck of Pook's Hill*, à faire voir Maximus, général tout-puissant, bientôt peut-être empereur des Romains, tranquillement menacé par un centurion. Et il est féroce pour le colonel apoplectique qui fait la cour aux femmes de ses subordonnés. Mais c'est parce qu'il sait le prix du chef véritable que Kipling est si dur pour le chef indigne.

A côté du chef, le subalterne. Le subalterne accomplit des actions héroïques, mais détourne la conversation si quelqu'un se permet d'en parler. C'est lui qui succédera quelque jour au chef, mais il ne pense jamais à ce jour et serait indigné si un autre l'évoquait. « Puis l'adjudant-major fut promu, ce dont Cottar se réjouit avec lui, car il l'admirait fort, et il se demanda quel homme assez considérable le pourrait remplacer. Il faillit tomber de son haut quand la charge échut à ses épaules, accompagnée d'éloges de la bouche du colonel qui le firent rougir. »

Au gradin suivant on trouve, dans l'armée, le sous-officier, sur un chantier le contremaître. Lui aussi, à sa manière, est un chef. Kipling a beaucoup de respect pour le sous-officier. Quand l'Angleterre veut faire un homme de Pharaon, elle lui envoie le sergent Whatisname. « Elle n'envoie ni un duc, ni un comte, ni un général à casquette dorée, mais un homme en uniforme kaki qui sait un peu manier les hommes. » Si le chef règne par ses vertus héroïques, le sous-officier s'impose par son respect de la discipline, par sa merveilleuse efficacité.

Enfin au dernier échelon du peuple des héros (dernier par le classement, mais non par la valeur ni par l'importance) viennent le bon soldat et le bon ouvrier. C'est sur eux que Kipling a écrit l'un de ses plus beaux poèmes :

*Les fils de Marthe.
Les fils de Marie ont peu de soucis dans la bonne part qu'ils ont
[héritée
Mais les fils de Marthe à leur mère ont pris une âme de ménagère
[agitée.
Et parce qu'un jour au Seigneur son hôte elle se fit rude et d'esprit
[mesquin
Ses fils serviront les enfants de l'Autre jusqu'au bout des temps
[sans repos ni fin.
C'est leur soin depuis le début des âges de parer les chocs et prendre
[les coups.
Leur soin de veiller sur les engrenages, leur soin d'ajuster les rails
[bout à bout.
Leur soin d'assurer que les routes fonctionnent, leur soin d'embar-
[quer au chemin de fer
Et de débarquer dûment la personne des fils de Marie par terre
[ou par mer.*

Ils disent aux monts : « Courbez votre tête ». Ils disent : « Séchez »
 [aux moindres cours d'eau.
 Ils châtient les monts avec leur baguette. Rien ne les effraie en ce
 [qui est haut.
 Alors les sommets vacillent et plient; alors les torrents profonds
 [gisent nus
 Afin qu'endormis les fils de Marie sans s'en douter puissent passer
 [dessus...

Fendez donc le bois ou levez la pierre pour faire un chemin meilleur
 [à nos pas :
 Voyez : il est noir du sang millénaire que les fils de Marthe ont
 [versé déjà.
 Non comme un témoignage magnifique, une échelle d'or de la terre
 [aux Cieux,
 Mais comme un simple service pratique simplement rendu à des
 [hommes comme eux.

Et les fils de Marie sourient et sont bénis.
 Ils connaissent qu'en eux la grâce est confessée.
 Ils savent comment la Promesse s'accomplit.
 Les Bénédiction leur sont multipliées.
 Ils écoutent le Verbe; ils s'asseyent aux pieds;
 Ils voient à leur côté les Anges qui s'écartent;
 Ils ont mis leurs jardeaux aux mains du Seigneur — et...
 Le Seigneur l'a remis aux mains des fils de Marthe (1).

Quand les fils de Marthe sont dans l'armée ils s'appellent
 Tommy Atkins :

Et c'est : « Tommy par-ci, Tommy par-là » et « Tommy allez-
 [vous-en! »
 Mais c'est : « Merci, Mister Atkins », quand la musique commence
 [à jouer
 La musique commence à jouer, my boy, la musique commence à jouer
 Et c'est : « Merci, Mister Atkins », quand la musique commence
 [à jouer...

* * *

Et maintenant, comme en tout système du monde, il faut en face de ces Puissances du Bien dresser dans l'œuvre de Kipling le dieu de la lumière, Ormuzd, L'Homme Qui Parle est Ahriman, le dieu de l'ombre. Quand l'Homme Qui Parle prétend contrôler l'Homme Qui Agit, Kipling devient sauvagement satirique. On sent qu'il est heureux lorsque Pagett M. P., qui a parlé de la chaleur de l'Inde comme d'un mythe solaire, connaît à son tour les tempêtes de sable, les crises de foie et parle de son home avec des larmes.

Nous alleignimes une fois cent vingt à l'ombre dans la cour, ver^s
 [midi
 J'ai dit que Pagett était corpulent; il s'évanouit un beau jour
 Ce fut la fin de toute l'affaire; Pagett, le parjure, s'enfuit
 Avec une connaissance, cette fois pratique, des mythes solaires
 [dans sa tête.
 Et je riais en revenant de la gare, mais la gaieté mourut sur mes
 [lèvres.
 Car je pensais aux sots comme Pagett qui écrivent sur leurs voyages
 [d'Orient,
 Aux ricanements des voyageurs idiots, grâce auxquels le pays est
 [mal gouverné.
 Et j'ai prié le Seigneur de me livrer un autre Pagett à faire souffrir.

Le thème de Pagett M. P. est repris dans l'Histoire des Petits Renards. Là on voit comment certains hommes d'action, gouver-

nant une province, sont arrivés en se livrant à leur sport favori, la chasse au renard, à connaître de façon intime et humaine les indigènes de la vallée du Nil, à surveiller les canaux d'irrigation, les barrages, et à les faire entretenir. Là-dessus arrive l'Homme Qui Parle, naturellement incapable de comprendre des méthodes si peu administratives. Il intervient au nom des grands principes d'humanité pour réprimer ce scandale et il devient justement la risée de tous.

La politique de Kipling sera une politique ascétique et aristocratique. La ruche est prospère tant que les abeilles travaillent, respectent la loi et nourrissent la Reine. Elle est perdue si les jeunes abeilles se mettent à discuter; à écouter les teignes qui parlent de « chérir leurs compagnons de labeur ». Kipling n'a aucun goût pour la sentimentalité. La loi de la ruche dit qu'il faut construire des piliers de cire pour empêcher le papillon Tête-de-Mort d'entrer, mais les jeunes abeilles réformatrices se rient de telles craintes :

— Bêlises que tout cela! dit une abeille d'un jour. D'abord, moi, je n'ai jamais entendu parler d'un Tête-de-Mort entrant dans une ruche. Les gens ne font pas ces choses-là. Fiez-vous au Tête-de-Mort; il se jera à vous. La construction de piliers indique un manque de confiance. Notre chère sœur en gris le dit bien.

— Bien sûr! dit la Teigne, les piliers n'ont rien d'anglais, ne sont qu'une provocation et constituent une perte inutile de cette cire nécessaire à des fins plus hautes et plus pratiques. Si je pouvais enseigner ici un peu de tolérance, un peu de bonté naturelle vis-à-vis de ce vieux loup-garou que vous appelez Tête-de-Mort, je n'aurais pas vécu en vain.

La ruche qui tolère de telles discussions sera un jour enfumée par l'éleveur et ses abeilles périront honteusement, et les peuples qui les imiteront se feront, eux aussi, punir par le Dieu des Batailles.

Beaucoup de critiques libéraux ont cru, parce que Kipling exaltait les vertus de discipline et d'ascétisme, qu'il était hostile à l'idée de la liberté. C'est inexact. Mais il croit que la liberté n'est pas l'anarchie et qu'au contraire elle dépend essentiellement du respect des lois et de l'obéissance au Chef. L'homme, pense Kipling, peut devenir au prix de certains sacrifices une créature noble et civilisée, mais c'est, à l'état naturel, un animal violent et redoutable, livré par son corps aux tentations de la crainte et de la folie. L'image que Kipling se fait du monde humain est assez proche de celle de la Bible : « La terre est pleine de colères et les mers sont noires de fureur. Seigneur, protège-nous de la panique, de l'orgueil, de la vengeance qui ne connaît pas de frein, de la hâte frivole et de l'horreur sans lois... » Ceux même de ses héros qu'il nous montre si maîtres d'eux-mêmes ne le sont que par conquête. Tout au fond, survit la brute dangereuse.

De l'Homme, Anglais ou Hindou, il fait sortir le sauvage : il réveille et met en mouvement les grands instincts profonds, vilains qu'il aime à cause de leur puissance, parce qu'ils tendent et secouent tout l'individu et font jaillir de lui toute l'énergie qu'il contient... La même jalousie homicide met un voile rouge devant les yeux de l'Afridi et du Yorkshireman. Le soldat Learoyd, couché dans l'herbe, à l'affût de l'homme avec deux camarades, sur un contrefort de l'Himalaya, leur raconte, en attendant le moment d'envoyer son coup de fusil, sa première histoire d'amour; il revoit, par le souvenir, le visage du rival qu'il a voulu tuer un jour dans une mine de charbon du Lancashire, et le désir de ce meurtre-là se remet à vivre en lui; son discours s'émeut, se saccade; sa bouche s'empâte; il bégaye; ses yeux s'injectent et se fixent; il s'absorbe dans une demi-vision sanglante; à ce moment « les lèvres se retrou-

(1) Traduction de M^{me} Soulas (Denoël et Steele, éd.).

sent sur les dents « jaunes et la figure congestionnée n'est point belle à regarder » (1).

Aussi est-il indispensable que la Loi et le respect de la Loi imposent une forme à tous ces péchés en fusion.

La jungle elle-même a ses lois et les animaux la respectent. Quand, pendant quelques jours, le peuple des loups, sous l'influence du mauvais tigre, cesse de respecter son vieux chef Akéla, le clan sans chef devient aussitôt malheureux. Quelques loups boitent pour être tombés dans des pièges, d'autres traînent une patte fracassée par un coup de feu, d'autres encore sont galeux pour avoir mangé des nourritures immondes, et quand Mowgli leur apporte la peau zébrée du tigre, l'un d'eux hurle : « O toi, petit d'homme, conduis-nous ! Nous en avons assez de vivre sans loi et nous voulons redevenir le peuple libre. »

C'est par la loi et par l'obéissance que le désordre devient ordre. Kipling décrit la grande charge finale d'une revue aux Indes et l'effet effrayant de cette ruée en masse est pour lui le symbole de l'effrayante puissance des masses populaires, puissance qui, lorsqu'elle est disciplinée, devient beauté :

Enfin la marche en avant s'arrêta court, le sol cessa de trembler, la ligne tout entière salua et trente musiques commencèrent à jouer ensemble... J'entendis alors un vieux chef de l'Asie Centrale, à longue chevelure grise, venu du Nord avec l'Amir, poser ces questions à un officier indigène :

— *Maintenant, dit-il, comment a-t-on accompli cette chose étonnante ?*

L'officier répondit :

— *Un ordre a été donné auquel on a obéi.*

— *Mais les bêtes sont-elles aussi sages que les hommes ? demanda le chef.*

— *Elles obéissent, comme font les hommes : mulet, cheval, éléphant ou bœuf, obéit à son conducteur, le conducteur à son sergent, le sergent à son lieutenant, le lieutenant à son capitaine, le capitaine à son major, le major à son colonel, le colonel au brigadier commandant trois régiments, le brigadier au général, qui obéit au Vice-Roi, qui est le serviteur de l'Impératrice. Voilà comment cela se fait.*

— *Je voudrais bien qu'il en soit de même en Afghanistan ! dit le chef ; car, là, nous n'obéissons qu'à notre propre volonté.*

— *Et c'est pour cela, dit l'officier indigène en frisant sa moustache, qu'il faut à votre Amir, auquel vous n'obéissez pas, venir ici prendre les ordres de notre Vice-Roi.*

Ici nous saisissons, toute simple et toute pure, la pensée de Kipling. Ceux qui ne savent se donner à eux-mêmes un chef seront soumis par les chefs des autres. « La liberté, dit Aristote, c'est gouverner et être gouverné. » Les peuples qui n'acceptent pas d'être gouvernés perdront aussi le droit de se gouverner. Donc, encore une fois, Kipling n'est pas hostile à la liberté ; il nous en expose seulement les conditions qui sont strictes et inéluctables. Cette Loi, avec un L majuscule, dont il parle si souvent, elle est pour lui le produit naturel de la sagesse millénaire des peuples. Elle ne saurait sortir des bavardages d'une assemblée, ni des votes d'une foule. Elle est. Elle ne peut être transformée que par des sages qui traduisent en textes la loi de fait.

L'idée même du vote a été plusieurs fois attaquée par Kipling. « Il y a, dit-il quelque part, deux méthodes de gouvernement : compter les têtes ou les casser. » Quelquefois le lecteur se demande si Kipling n'a pas plus de goût naturel pour la seconde. Il a écrit sur le suffrage universel un conte cruel : *Le Village qui a*

volé que la terre était plate, et aussi une extraordinaire anticipation où l'on voit, l'humanité étant enfin gouvernée par un conseil raisonnable, objectif et silencieux, une ville américaine se révolter lorsqu'elle croit qu'on veut lui rendre le droit de vote.

Mais si Kipling a peu d'estime pour les électeurs en masse, il en a beaucoup pour l'homme du peuple qui travaille. Il se plaît à décrire le fermier Hobden qui, de père en fils, depuis plus de mille ans, possède et cultive la même terre. Le Romain, le Normand, le Saxon, le seigneur de jadis et le financier d'aujourd'hui ont pu croire qu'ils achetaient la ferme. En fait, tous ont obéi aux générations successives des Hobden. Car celui qui travaille conserve seul ce qu'il possède et celui qui mérite ce qu'il commande.

Et telle est la Loi de la jungle, aussi réelle et aussi vraie que le Ciel. Et le loup qui l'observe prospère, et le loup qui l'enfreint périt. Comme le lien qui enserre le tronc de l'arbre, la loi court par devant, par derrière.

Car la force de la meute est le loup et la force du loup est la meute (1).

ANDRÉ MAUROIS.

En quelques lignes...

Nouveaux documents sur la Révolution belge de 1830

Les lecteurs de la *Revue catholique des idées et des faits* ont été tenus au courant des découvertes singulièrement importantes qu'un tout jeune historien belge, M. Robert Demoulin, a faites dans les dépôts d'archives et qui lui ont permis de renouveler l'histoire d'une insurrection à laquelle nous devons, outre notre indépendance, tout un fatras de compilations impertinentes.

M. Demoulin a la patience de mener jusqu'au bout le sillon si heureusement commencé. Dans le *Bulletin de la Commission royale d'Histoire* il publie une série de documents d'un vif intérêt. Il s'agit, tout d'abord, de la correspondance des ministres du Royaume des Pays-Bas à Paris, à Berlin et à Vienne, et des lettres d'un informateur secret du ministre des Affaires étrangères, d'Herbigny. Ce dernier, publiciste exilé de France depuis 1825, soutenait la politique de Guillaume Ier, aux fonds secrets de qui il émargeait ; il était chargé, entre autres choses, de renseigner La Haye sur l'état de l'opinion publique, sur les mesures gouvernementales et sur les démarches des révolutionnaires belges dans le département du Nord.

Une autre série de documents concerne la correspondance des consuls anglais en Belgique pendant la Révolution de 1830. Les richesses du Public Record Office n'avaient pas été complètement épuisées ; et M. Demoulin peut se flatter d'apporter, avec les lettres des consuls anglais à Anvers et à Ostende, une contribution vivante à l'histoire de nos origines.

Pour en revenir aux documents de source hollandaise, on ignore peut-être en Belgique que la maison d'Orange conserve jalousement dans ses archives familiales certaines pièces confidentielles qui ne sont pas communiquées aux chercheurs. Le professeur Colenbrander lui-même n'a pas eu accès à ces archives privées. Il est donc permis de croire que les historiens de l'ave-

ANDRÉ CHEVRILLON (préface pour *Sur le mur de la ville*).

(1) Ces pages formeront le début d'un volume qui paraîtra bientôt chez Grasset sous le titre : *De Kipling à Huxley*.

nir, mieux informés que nos contemporains, auront encore l'occasion de rectifier sur plus d'un point les conclusions d'ailleurs si neuves de M. Robert Demoulin.

Le plus riche baby du monde

Les dépêches d'Amérique nous apportent la nouvelle. Elle est, à dire vrai, si insolite, si pénible, qu'on a peine à croire qu'il ne s'agisse point de quelque « serpent de mer », né d'une crise de copie.

Or, donc, est né, dans une clinique de New-York, John Jacob Astor IV. C'est-à-dire l'enfant le plus riche du monde. Son papa et sa maman doivent être bien heureux. Ils sont surtout mortellement inquiets, traqués par la peur des *kindnappers*. Car le rapt du gosse de Lindbergh est comme une invitation au forfait. Que le charpentier allemand expie sur la chaise électrique ou qu'un procès en revision fasse éclater son innocence, les bandits américains se soucient surtout des dollars. Or l'enlèvement du petit Astor représente des tas de dollars, des banknotes par milliers, une villa à Miami, des autos blindées, des « diams » gros comme un œuf de pigeon. Et c'est pourquoi, dès avant sa naissance, John Jacob Astor IV est menacé de rapt.

Son père — John Jacob Astor III — a pris, lui aussi, les devants. Douze détectives, les poches gonflées de brownings et de chargeurs, montent la garde, nuit et jour, devant la porte de la chambre où un baby de quelques heures rit de son sourire plein de lait. Dès que le Dauphin sera transportable, on le confiera à la mer. Un yacht somptueux croise devant les côtes. Il est destiné, dit-on, à emporter sur les flots, pour une sorte de « vie cachée » de douze années, celui qui ne doit pas induire en tentation, par sa seule existence de milliardaire présomptif, les émules d'Al Capone, l'Ennemi public n° 1!

Voilà bien la matière d'un sermon édifiant sur la vanité des richesses! Et le prédicateur, s'il avait le souci des effets faciles, ne manquerait pas d'évoquer le contraste entre l'enfance maussade du petit riche séparé de la vie et l'enfance au soleil, libre et joyeuse, de ces gamins de rues que l'on voit manger des pastèques sur une toile de Murillo.

Nous passons tous les jours à côté de la parabole. Un riche n'a pas seulement du mal à entrer dans le royaume des cieus (tel, le chameau qui devrait se glisser par le chas d'une aiguille), mais il lui devient bien malaisé de se faire une petite place à côté des autres hommes, ses frères loups et dévorants.

Le vrai David Copperfield

Voici, heureusement, et pour rester en Amérique, une histoire d'enfant toute bénie et fraîche!

Les metteurs en scène de Hollywood cherchaient depuis longtemps à faire revivre sur l'écran le chef-d'œuvre de Dickens. Nul roman, plus que *David Copperfield*, n'est capable d'émouvoir la sensibilité anglo-saxonne. Dans une littérature qui ne sacrifie pas l'enfant à l'homme raisonnable (comme c'est le cas, si souvent, chez les écrivains français), Dickens a mis sa note si personnelle, si sereinement et douloureusement vivante.

On ne fait pas d'omelettes sans œufs. Pour « tourner » *David Copperfield*, il fallait découvrir un... David! Allait-on organiser un concours entre tous les enfants d'Amérique? L'héroïne à l'écran d'*Alice in Wonderland* fut ainsi choisie à la suite d'un tournoi où s'affrontaient mille fillettes aux yeux couleur de rêve qui, toutes, avaient mangé en imagination de ce champion qui vous fait pousser des jambes démesurées.

Pour *David Copperfield*, et en désespoir de cause, — tous les candidats s'étant révélés, à l'essai, des plus piètres, — on se contenta de faire passer une annonce dans les journaux.

Or, tout au fond de sa province anglaise, vivait un garçonnet qui, depuis qu'il savait lire, faisait de *David Copperfield* son livre de chevet. Il en savait par cœur toutes les phrases. Il avait pleuré, de son héros favori, toutes les larmes. Et il était, comme le David de Dickens, débordant de tendresse et de poésie.

Ce petit lecteur anglais vivait avec une vieille tante. Il lut, par hasard, l'annonce des cinéastes d'Hollywood. Ainsi donc, on cherchait, de par le vaste monde, l'enfant qui fût capable de ressusciter sur la toile blanche et dans les cœurs, par la vertu de son sourire un peu grave, ce David où Dickens a mis toute son âme!... Quand on aime, tout est possible. Le garçon n'eut pas grand-peine à convaincre sa bonne tante. On réunit l'argent nécessaire au passage. Et vogue vers le studio!...

... Un matin, le directeur d'une des plus grandes compagnies cinématographiques mâchonnait du chewing-gum dans son bureau tapissé de portraits de vedettes. Un coup discret à la porte.

— *Go in!*

Entre un enfant au visage clair et qu'encadrent de longues boucles.

— Que veux-tu?

— Je suis David Copperfield...

Et, sur tous les écrans du monde, cet hiver, pour notre joie à tous, ce sera vrai.

Le prince au beau visage

Il portait un nom des *Mille et une Nuits*: « Prince Mdivani » Et il était, nous dit-on, beau comme un jeune dieu. Avec ses frères, autres Apollons venus d'un Orient plein de séductions, Alexis Mdivani avait organisé ce qu'il faut bien appeler le trust des héritières. Un premier mariage avec Louise Van Allen le faisait héritier de l'immense fortune de John Jacob Astor, le grand-père de sa jeune femme. Le divorce avait tôt suivi. Puis, ç'avait été le mariage avec Barbara Hutton, milliardaire à vingt et un ans, et qui pouvait s'offrir des fantaisies (on parle de 200 millions dépensés en Chine en deux ans) qui eussent grevé le budget de Louise Van Allen.

Alexis Mdivani vient de mourir au volant de son auto de luxe, lancée à une vitesse folle sur une mauvaise route du Midi. Les journaux, les agences publient son portrait. Et l'on est surpris de constater que cet Antinoüs avait tout juste le visage régulier et que sa réputation fut surfaite.

Mais nous vivons à une époque où le pavillon couvre la marchandise. On juge les liqueurs sur l'étiquette que colla le barman.

Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse?...

disait ce jouisseur de Musset. Nous avons changé tout cela!

Et il me souvient d'un conte humoristique lu dans un journal du matin. Un jeune premier de cinéma, las des succès faciles et des admiratrices indiscretes, va passer des vacances dans le plus strict incognito, à Petit-Trou-Pas-Cher. A la table voisine s'est installée une famille bourgeoise. La jeune fille, à peine jolie, n'est pas fâchée de trouver un partenaire pour le tennis. Notre bourreau des cœurs n'a d'ailleurs point l'occasion d'en concevoir la plus petite vanité; car cette pimbeche le ridiculise et manifeste sans équivoque qu'elle en use avec lui comme avec un flirt passe-temps, tout juste bon à combler les vides d'une villégiature sans joie. Et quand, dépit, le jeune premier de cinéma entreprend de se nommer, il passe à la fois pour un menteur et un crétin.

Le Prince Mdivani méritait peut-être une autre oraison funèbre. On a — simplement — pris prétexte d'une mort pitoyable pour dénoncer la vanité d'un beau visage sur le catalogue où les snobs échantillonnent la vamp à la mode, l'Apollon 1935.

La loterie chez Marius

Le prochain tirage de la Loterie nationale française n'aura plus lieu au Trocadéro, à Paris, mais à Marseille. Les roues, les boules, les innocents pupilles s'en iront au bord de la Méditerranée. Espérons qu'on y laissera, une semaine au moins, les fillettes et les garçonnets. Ils pourront faire trempette dans « la grande bleue », savourer les fruits de la mer, l'aïoli, la bourride, la bouillabaisse, se bronzer au soleil provençal, tout cela aux frais des gagnants.

Voilà donc la roue de la Fortune en tournée, comme la Comédie-Française. Après Marseille, ce sera sans doute Lyon, puis Lille-en Flandre, Bordeaux, sur le bec d'Ambez, Toulouse, capitale de la saucisse et du cassoulet... C'est une bonne réclame. Cela réchauffera, sans doute, le zèle des amateurs qui commençait un peu à tiédir. C'est bien sur cette émotion locale, sur cet amour de clocher que compte le ministre des Finances pour redorer sa roue un peu rouillée.

Après maints insuccès, Marius, en effet, grognait :

— Leur loterie de Paris, je m'en fiche comme d'une carcasse de rascasse. On ne m'y prendra plus. J'y ai déjà laissé assez de plumes. Il fait une soif du *trou de l'air* ! Autant mettre son pèze au bistrot, dans un bon pastis. Là, au moins, on est sûr d'avoir quelque chose dans le ventre. Tandis que le loto de Marianne, la plupart du temps, ne vous donne que du vent.

Mais, voilà ! On dit à Marius : « Cette fois, c'est la loterie de la Cannebière », et il ne peut plus ne pas y participer.

En attendant, Notre-Dame de la Garde aura beaucoup de cierges, de vœux et de prières. Son sanctuaire connaîtra une affluence plus grande que jamais.

En fait de vœu, vous rappelez-vous celui du capitaine Coucourdan ? Il l'avait fait, ce vœu, au plus noir d'une terrible tempête, dans des mers sauvages : « Bonne Mère, avait-il promis, si nous en réchappons, mon équipage et moi, nous monterons à votre chapelle, sur la colline de la Garde, avec des pois chiches dans nos souliers. Car, pieds nus, c'est vraiment trop facile ! » La tempête se calma. On rentra au port. Concourdan, à la tête de ses hommes, en procession, se hâte d'accomplir son vœu. Sur les pentes rocheuses, le mathurin, le mousse exécutaient des contorsions pitoyables, à cause de la garniture de leurs godillots. Lui, au contraire, il gravissait la sainte montagne avec l'aisance d'un prélat en pantoufles.

On connut son secret après la procession : « J'avais promis, dit-il, à la bonne Mère, de monter la voir dans sa chapelle, avec des poids chiches dans mes souliers. Mais je n'avais pas promis de les mettre crus. Aussi, je les ai fait cuire. »

En revenant de Fontvieille

Revenant de Fontvieille, des fêtes organisées à la gloire d'Alphonse Daudet et de son moulin transformé en musée, — il y a trois moulins sur la colline, lequel est le vrai ? — nous avons pris à Arles un repas.

La chère n'est pas mauvaise. Le vin est imbuvable. C'est un reguinglet à nettoyer les cuivres, à faire danser les chèvres. J'en fais la remarque au garçon. Je lui dis :

— Qu'est-ce que c'est que cet atroce pinard ? Vous avez dû vous tromper de tonneau. Prenez garde, c'est du vitriol.

Il me répond, paterne :

— Monsieur, vous n'êtes pas le premier à faire cette remarque.

— Eh bien, alors, changez de vin.

— Le patron y tient. C'est du vin de Camargue.

— Du vin de Camargue ! Jusqu'ici, ce pays marécageux était surtout célèbre par ses moustiques, ses taureaux, ses chevaux indomptés. Je comprends pourquoi votre pinard sent la sardine.

— Sans doute, ce vin de Camargue n'est pas très généreux, et sa couleur louchissante n'invite pas à boire. Il surprend, la première fois qu'on en boit. Mais on s'y fait. C'est une affaire d'habitude.

— Mon ami, je vous assure que je ne resterai pas ici pour m'appriivoiser avec votre vin de Camargue. Il est terrible.

— C'est bien sur quoi compte le patron. Alors, pourquoi voulez-vous qu'il vous serve du bourgogne ou du château-neuf-du-pape ?

Je n'ai rien répondu. Je suis resté stupide, comme on dit dans les tragédies. Je me suis remémoré tous les articles écrits à la gloire du vin de France. Et je me demande ce que font les syndicats viticoles de ce pays. Pourquoi ne surveillent-ils pas les tables d'hôte où l'on sert un poison qui déshonore les vignes méridionales ? Les vins les plus généreux, les plus chauds, les plus colorés demeurent invendus dans les caves ; et les rinçures de tonneaux sont servies à des hôtes de choix, dans les meilleurs hôtels !

L'on m'a donné une explication : il paraîtrait que les syndicats étrangers de brasseurs fournissent sournoisement ces hôtels de vins atroces, pour dégoûter les consommateurs et les ramener aux bonnes chopes écumantes de leurs pays...

Saint Louis et le fisco

Par le canal du *Bulletin municipal de la Ville de Paris*, M. Léopold Bellan demande à M. le préfet de la Seine ce qu'il faut penser de la législation du roi saint Louis.

A vrai dire, il ne s'agit pas d'histoire ni de littérature, mais de fiscalité. Car, en France, les trônes croulent, les aigles blessés à mort succombent sur des rochers désertiques, la couleur des drapeaux, du blanc lilial, passé au tricolore, le lis cède le pas à l'aigle qui le cède au coq, mais les impôts demeurent. Chaque régime a le sien, qu'il ajoute généreusement sur le dos du contribuable, aux impôts du régime précédent.

C'est sur un impôt datant du bénin roi saint Louis que M. Léopold Bellan questionne son préfet. Voici le cas :

M. R... possède, rue des Petits-Carreaux, un immeuble. Or, un jour, la maison d'en face s'écroule. M. R... est à peine remis de l'aria — car, enfin, ce n'est pas agréable de vivre dans les décombres ! — qu'il reçoit la visite d'un fonctionnaire. D'abord, il pense que l'administration lui apporte des condoléances. Il est vite détrompé.

— Monsieur, je viens pour la taxe.

— Et quelle taxe, mon ami ?

— La taxe pour l'éboulement !

— Il y a une taxe sur les éboulements ?

— Eh ! oui, monsieur, elle date du roi saint Louis.

— Ah bah ! vous m'en bouchez un coin ! Alors, parce que mon voisin, de l'autre côté de la rue, s'est montré négligent dans l'entretien de son immeuble, je dois quelque chose à l'Etat ? C'est moi qui suis puni ?

— Mais oui, monsieur. L'éboulement vous donne plus de lumière. Or la lumière est taxée, depuis le roi qui s'en fut mourir à la Croisade. Vous bénéficiez de l'accident. Vous nous devez une ristourne.

M. Léopold Bellan, conseiller municipal du quartier du Mail,

demande au préfet de la Seine s'il est bien exact que saint Louis, lorsqu'il rendait la justice sous le chêne de Vincennes, avait prévu que l'éboulement d'un immeuble à étages devait procurer des ressources à la cité? On attend, avec curiosité, la réponse du préfet.

UN PEINTRE DE MARIE

Théodore van Loon

(1585?-1667?)

Notre XVII^e siècle a été si riche au point de vue de l'effervescence artistique, que de nombreux peintres de grand talent écrasés qu'ils étaient par les géants de la triade anversoise Rubens, Van Dyck, Jordaens, n'occupent pas dans l'histoire de l'art la place d'honneur qu'ils méritent.

Tel est le cas pour Théodore van Loon, le peintre prestigieux des gloires mariales en l'église de Montaigu. La biographie de cet artiste n'a pas encore été établie d'une façon complète et détaillée, et c'est dans une fort intéressante brochure de M. Victor Brughmans, avocat à Louvain, que nous pouvons glaner le plus de renseignements à son sujet.

A en croire A.-J. Wouters, Théodore van Loon serait né à Bruxelles, paroisse de Sainte-Gudule, le 18 septembre 1585, mais, comme le démontre M. Brughmans, l'acte sur lequel on se base pour établir cette date ne s'applique nullement au peintre bruxellois. On sait que van Loon, et son œuvre seule suffirait à le prouver, voyagea en Italie, étudia à Florence et à Rome, résida à Bruxelles, où il était le commensal de Wenceslas Coeberger jusqu'en 1621, s'établit à Louvain, travailla pour le compte des Archiducs à Montaigu et à Tervueren, fut l'ami de Van Dyck, qui peignit son portrait, et d'Erycius Puteanus, le dernier de nos grands humoristes, qui le reçut dans l'intimité de l'*arx Palladis* (citadelle de Pallas), nom donné à cette époque au *château César*. Il mourut, veuf, avant 1671. Son acte de décès, a peut-être été retrouvé par M. Brughmans, dont la sagacité de chercheur est bien connue, dans les registres paroissiaux de Louvain. On y lit « 29 Juni 1667 is overleden Appeleus van Leven (*sic*), de schilder... » L'*Appelle de Louvain*, quel peintre autre que Théodore van Loon eût à cette époque mérité pareil surnom dans notre ville universitaire?

Tous les autres renseignements biographiques concernant van Loon relèvent plus de la légende ou de l'imagination que de l'histoire. C'est ainsi que nous voyons J.-B. Descamps, dans son célèbre *Voyage pittoresque de la Flandre et du Brabant* (Paris, 1769) affirmer qu'en Italie van Loon s'était lié d'amitié avec Carlo Maratti et qu'ils puisèrent ensemble dans les ouvrages de Raphaël les beautés que l'on admire dans leurs tableaux; or van Loon était déjà, comme le prouvent ses tableaux de Montaigu, en pleine maîtrise de son talent, plusieurs années avant que Carlo Maratti ne vît le jour en 1625.

C'est donc bien plus par l'examen de son œuvre que par celle d'une biographie, jusqu'ici incomplète, qu'il faut étudier Théodore van Loon. M. Brughmans a dressé un inventaire des tableaux de ce peintre, ayant existé ou existant encore en Belgique. Il arrive à un nombre imposant de toiles, dont les principales sont conservées au Musée de Bruxelles (une grande *Assomption* provenant de l'église du Grand Béguinage et trois tableaux

ayant jadis décoré la chapelle du château de Tervueren), au Musée d'Anvers (une *Assomption*); au Musée de Diest (une *Présentation de Marie au Temple*, une *Purification*, une *Adoration des Mages*, les *Quatre Évangélistes*). Mais, pour apprécier d'une façon complète le talent, nous serions tentés de dire le génie, de van Loon, il faut étudier ses sept grandes toiles ornant les autels du célèbre sanctuaire de Notre-Dame de Montaigu. Ce fut une révélation pour les membres du XXX^e Congrès de la Fédération Archéologique et Historique qui eurent, tout récemment, l'occasion de les admirer.

La dévotion et la générosité des Archiducs avaient laissé libre cours à l'inspiration de l'artiste chargé de célébrer les gloires de Marie. Ceux des petits autels, d'après les comptes relevés par Gachard, n'étaient pas payés moins de mille florins la pièce, ce qui, pour l'époque, était une somme considérable. Nous n'avons pas de renseignements au sujet de la commande du tableau du maître-autel, qui fut longtemps attribué, sans aucun fondement, à Martin De Vos, dont il ne rappelle ni la composition, ni le coloris.

Bien qu'il paraisse que Wenceslas Coeberger, architecte de l'église de Montaigu, ait quelque peu exploité au point de vue du paiement son commensal van Loon, celui-ci, mis à l'abri de tout souci, put, pendant près de douze années, de 1609 environ à 1612, se consacrer corps et âme à une œuvre d'ensemble qui constitue un des monuments d'art les plus complets et les plus remarquables élevés à la gloire de la mère de Dieu.

La renaissance catholique, improprement appelée la contre-réforme, avait tout naturellement, par réaction contre les négations du protestantisme, rendu une place d'honneur à la dévotion mariale. L'art s'était inspiré de cette tendance spirituelle et dans la Vierge Marie nos peintres et nos sculpteurs trouvèrent une source d'inspiration sans pareille. Marie incarnait à leurs yeux, dans la plus noble des créatures, la forme la plus élevée et la plus chaste de la beauté féminine, en même temps que l'expression la plus haute d'une mystique dénuée de toute sévérité.

C'est à cette inspiration que se laissa aller van Loon avec toute l'ardeur d'une âme profondément pieuse et toute la fougue d'un généreux tempérament d'artiste. L'examen approfondi de ses toiles de Montaigu constitue une véritable méditation sur la vie de la Vierge; rarement l'art a méprisé à ce point la recherche de l'effet pour se contenter d'exprimer tout simplement la réalité et l'intensité du sentiment.

On peut le constater dès le premier tableau, représentant la rencontre de Joachim et d'Anne devant la Porte d'Or. Tout bouleversé par l'annonce que vient de lui faire l'ange, le vieillard, rempli d'allégresse, accourt vers sa femme pour lui faire part de la merveilleuse nouvelle. Sur les traits d'Anne se lisent à la fois un étonnement et une foi profonde, qui dissipe immédiatement toute crainte de déception.

Même expression profonde dans la présentation de Marie au Temple. L'esprit de sacrifice se lit sur les traits de la mère qui courageusement, et non sans une légitime fierté, offre au Seigneur son unique enfant, qui, toute gracieuse et mignonne, s'avance sur les degrés du sanctuaire. Comme l'écrit M. Brughmans: « La beauté religieuse de la figure de sainte Anne n'a rien de banal, elle est noble comme l'esprit de sacrifice lui-même ».

La supériorité de van Loon comme peintre religieux s'affirme également dans l'Annonciation. « La Vierge a visiblement foi dans la parole angélique, qu'elle recueille avec vénération; elle maîtrise en même temps un élan de tout son être et comprime les battements de son cœur; son âme candide est transportée d'amour, mais le respect la domine. De son côté, l'archange incarne, lui aussi, la beauté morale propre à son personnage. Il s'avance plein d'une grâce surnaturelle, tandis que sa physio-

nomie reflète la parfaite pureté de son message et de sa pensée. »

Mais rien ne surpasse en beauté religieuse le personnage de Marie dans la Visitation. « Rien n'est plus exquis que l'expression virginale de cette adolescente, de cette enfant, peut-on dire, dont la prochaine maternité s'annonce visiblement. Sa candeur, sa fraîcheur, sa grâce sont angéliques. Aucun contact impur ne l'a souillée. Sa beauté est d'ailleurs si parfaite qu'elle est bien réellement digne de parer la mère de Dieu. Dans la manière dont il a traité ce personnage, on peut dire que van Loon a fait preuve d'une imagination délicate et d'une intense poésie. » Nous nous permettons d'ajouter que seule une âme profondément chrétienne, éprise d'amour et de vénération pour le plus sublime mystère de la religion, a pu rendre d'une façon aussi parfaite le caractère mystique de la scène.

van Loon est donc un grand peintre. Seul de son époque, il affirme une complète indépendance à l'égard de la géniale emprise de Rubens. Tandis que tant de nos peintres s'efforcent, comme Gaspard de Craeyer, d'imiter le chef sublime de leur école, sans parvenir à l'égaliser, van Loon reste original. Si son art offre quelques points de contact avec celui de Rubens, c'est qu'il a puisé aux mêmes sources d'inspiration chrétienne, c'est que, comme lui, il est parvenu à combiner dans ses œuvres notre tempérament national et les grandes leçons de l'Italie, qu'ils ont, l'un et l'autre, cherchées dans l'étude directe des maîtres.

Par sa composition, par son coloris, par sa façon d'employer le clair-obscur, il reste personnel au point qu'il est impossible de dire de qui il a été l'élève et qui l'a inspiré. Tout au plus peut-on dire que son art d'origine flamande a été fortement influencé par l'école de Bologne, spécialement, comme le faisait remarquer Fierens-Gevaert, par D. Zampieri, dit *le Dominiquin*.

Mais il reste toujours lui-même et par son originalité influencera des artistes, même d'une façon indirecte, tel Murillo, qu'il n'a jamais connu personnellement, mais qui a dû s'inspirer de dessins d'après ses œuvres. En effet, comme le remarque M. Brughmans, des angelots et des jeunes mendiants figurant sur les toiles du maître andalou, dérivent des messagers célestes et des porteurs de tourterelles représentés sur les tableaux de Montaigne.

Si le grand peintre marial que fut Théodore van Loon n'a pas été jusqu'ici mis en vedette comme il le mériterait, c'est qu'il fut le contemporain d'un génie qui n'a cessé de concentrer l'attention des historiens d'art au point de ne faire trouver dans ses contemporains que les reflets de sa propre gloire. S'il eût vécu dans un autre pays et à une autre époque, van Loon figurerait, depuis longtemps, parmi les grands peintres dont l'art puisse se glorifier.

Vicomte Ch. TERLINDEN,
Professeur à l'Université de Louvain.

**Comme de coutume, à l'occasion de
l'Assomption, LA REVUE CATHOLIQUE
DES IDEES ET DES FAITS ne
paraîtra pas la semaine prochaine**

Les premières relations diplomatiques entre la Belgique et la Turquie^(*)

III

LA CRISE D'ORIENT ET LA BELGIQUE

Le conflit turco-égyptien mettait le gouvernement belge dans un profond embarras. Notre situation d'Etat perpétuellement neutre était une innovation trop récente dans le droit international pour imposer aux esprits cette unité d'interprétation et cette assurance dans l'application que confèrent les épreuves du temps.

La présence en Egypte de quelques officiers belges (1) qui voulaient participer aux opérations militaires provoqua entre le chevalier de Theux et le général Wilmar, ministre de la Guerre, une divergence de vues au sujet de la portée de l'article 7 du traité conclu le 19 avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas (2).

Dès la signature de ce traité, l'armée belge passa du pied de guerre sur le pied de paix. Plusieurs officiers songèrent alors à exercer leur activité à l'étranger.

Déjà, le 26 octobre 1839, Blondeel, consul général de Belgique à Alexandrie, avait signalé le débarquement du capitaine De Neef et son intention d'entrer dans l'état-major d'Ibrahim-Pacha. Mais, tout en facilitant à cet officier la réalisation de son projet, notre consul général crut devoir éviter d'en parler ouvertement pour qu'on ne puisse dire « que le gouvernement belge envoie des officiers à l'armée égyptienne (3) ».

En janvier 1841, un autre capitaine belge, Eenens (4), s'étant présenté au consulat général, Blondeel en informa aussitôt son ministre : « Je ne puis me dissimuler, écrivit-il, que l'uniforme de Sa Majesté dans les rangs égyptiens ferait une grande sensation et pourrait provoquer des réclamations de la part des agents des cinq grandes puissances, car la guerre, si elle a lieu, paraît devoir être de Turcs à chrétiens et je doute que Votre Excellence verrait avec plaisir des officiers belges se battre avec Méhémet-Ali contre nos alliés (5). »

Mis au courant de cette affaire, le Roi consentit à ce que les militaires belges se trouvant en Egypte s'enrôlassent comme instructeurs ou fussent utilisés à l'intérieur du pays, mais il ne voulut pas « qu'ils servent activement contre la Turquie ou aucune autre puissance avec lesquelles nous sommes en relations d'amitié (6) ».

Répondant à de Theux qui lui avait communiqué la lettre de

(*) Voir la *Revue* des 12 et 26 juillet.

(1) D'après le vicomte Terlinden, Léopold I^{er} aurait envoyé, en 1839, « sous le couvert d'une mission militaire » ces « officiers s'enquérant sur place des possibilités d'expansion belge vers l'Orient ». (*Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, III^e bulletin 1924), M. O. Petitjean écrit dans la *Revue Générale* du 15 juin 1924 que le Roi avait envoyé le capitaine Eenens et deux autres officiers en Egypte pour y suivre les opérations éventuelles.

(2) Art. 7 : « La Belgique, dans les limites indiquées aux articles 1, 2 et 4, formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats. »

(3) *Egypte*, I, 85.

(4) Eenens (Alexis-Michel), plus tard inspecteur général de l'artillerie, puis gouverneur militaire de la position fortifiée d'Anvers.

(5) Dossier n^o 1574. Officiers belges en Egypte.

(6) Id.

Blondeel, le général Wilmar assura que quatre officiers belges avaient reçu des congés pour se rendre en Orient, mais qu'aucune autorisation ne leur avait été accordée de prendre du service près d'une puissance étrangère. Il ajouta :

En me prêtant au désir de voyager que m'ont manifesté les officiers dont il s'agit, j'ai supposé que le cas échéant ils voudraient prendre une part active aux événements qui surgiraient en Orient, et dans l'état où se présentait à cette époque la question, je ne voyais aucun motif de m'y opposer.

On ne pourrait alors, en effet, prévoir qu'une guerre entre Turcs et Egyptiens; et dans cette hypothèse, de même qu'on a signalé la présence d'officiers européens à la bataille de Nezibr ne paraissait pas douteux que des officiers de toutes nations, des officiers français et anglais surtout, se montreraient dans les rangs où nos officiers iraient se placer, en sorte que la présence d'un uniforme belge ne pouvait devenir l'objet d'aucun embarras pour le gouvernement ou ses représentants.

Mais si la guerre éclatait aujourd'hui et prenait un autre caractère, celui d'une guerre d'Egyptiens contre Européens, on ne pourrait plus admettre évidemment que des officiers belges y prissent part contre des alliés de la Belgique.

Ces considérations me portent à conclure que si nos officiers voulaient présentement contracter quelque engagement, soit avec le gouvernement turc, soit avec l'Egypte, l'autorisation qu'ils auraient à solliciter du gouvernement devrait être soumise à cette restriction qu'ils cesseraient leur service du moment où celui-ci les placerait en dehors de la ligne politique suivie par la Belgique (7).

de Theux n'était pas entièrement de l'avis de Wilmar. Pour lui, ces officiers ne pouvaient prendre du service dans l'armée égyptienne non seulement en cas de guerre entre ce pays et les Européens, mais même en cas de guerre turco-égyptienne (8).

Tenant compte de cette opinion, le ministre de la Guerre, approuvé par le Roi, proposa à son collègue des Affaires étrangères de « prévenir nos consuls que le gouvernement a l'intention de laisser à ces officiers toutes facilités d'accepter les positions qui leur seraient offertes, à la seule condition que celles-ci ne les engagent pas à prendre part d'une manière active à des hostilités contre une puissance avec laquelle la Belgique serait en relations d'amitié, ce qui serait peu d'accord avec la neutralité qui est la base de notre politique extérieure; en sorte que les officiers belges pourraient être admis à prendre provisoirement des engagements ne sortant point de la limite tracée, et sous la réserve de l'approbation ultérieure de leur gouvernement (9) ».

Conformément à cette proposition, de Theux envoya des instructions à Blondeel à l'effet d'autoriser les officiers belges en Egypte à s'enrôler comme instructeurs et de leur déconseiller d'accepter un engagement qui les exposerait à prendre part à des hostilités contre la Turquie ou quelque autre puissance amie de la Belgique, « parce que une ligne de conduite différente paraîtrait peu d'accord avec la neutralité qui est la base de notre politique extérieure et qui, du reste, est si conforme à nos intérêts sagement entendus (10) ».

Il est à remarquer que le gouvernement n'interdit pas aux officiers belges de prendre part aux hostilités; il le leur déconseilla. de Theux ne pouvait agir autrement. L'acceptation du service militaire à l'étranger peut parfaitement demeurer l'affaire personnelle des individus qui se comportent ainsi. Elle n'induit pas de soi en responsabilité internationale l'Etat dont ils sont les sujets (11).

Malgré les scrupules du gouvernement, un officier belge, le colonel Moyard (12), ami du général Soliman Pacha (13), joua un rôle assez important dans l'armée de Méhémet-Ali. C'est ce que nous apprend Blondeel dans une lettre très curieuse qu'il adressa au colonel Moyard, au cours d'une exploration en Abyssinie. Voici un passage de cette lettre :

J'étais en Syrie, Colonel, jusqu'à l'époque de l'attaque anglaise; ce brave capitaine Eenens m'accompagnait dans ce voyage. Nous avons vu fréquemment le hussard des Pachas et le Pacha des hussards; vous avez été bien souvent le sujet de notre conversation et je me souviens que dans son langage énergique il vous disait — sacré nom... Moyard est un bon B. — Il nous a raconté, avec force fleurs de rhétorique que les vieux grognards du 6^e n'eurent point trouvé fades, que certain soir, pour un pot de moutarde non avalé, vous êtes allés bravement, comme deux paladins, dans la neige jusqu'aux genoux, vous (c'est Soliman qui parle) vous j... un coup de sabre, ce qui n'a pas empêché de vous réveiller bons amis. Je n'oublierai pas en lui écrivant et lorsque je le reverrai de lui dire que son ancien a comme lui la mémoire du cœur.

Il y a si longtemps, Colonel, entre vous et le Pacha Soliman, solidarité de fatigues, de dangers et de gloires, que vous serez sensible à une anecdote laissée ignorée... (14).

Ajoutons qu'en mai 1840, le capitaine commandant Pirson de la quinzième batterie d'artillerie, s'adressa au ministre des Affaires étrangères « pour obtenir une mission en Orient, semblable, en certains points, à celles déjà confiées à plusieurs officiers de son arme, tel que M. Eenens et d'autres » (15).

Victor Pirson fut attaché à notre légation à Constantinople, où il séjourna un peu plus d'un an.

* * *

La position prise par le ministre de Belgique à Constantinople dans le conflit turco-égyptien ne fut pas non plus conforme à l'interprétation donnée par le ministre des Affaires étrangères à l'article 7 du traité du 19 avril 1839.

Le 16 mai 1840, Behr fit connaître comme suit sa règle de conduite à Lebeau : « Faire comprendre au gouvernement turc que la Belgique, placée dans une position exceptionnelle, qui la dispense de prendre une part active et immédiate aux questions de haute politique qui divisent actuellement l'Europe, est, par cela même, l'amie la plus désintéressée de la Turquie, celle qu'il lui convient de consulter et d'écouter (16). »

A cette occasion, Lebeau rappela à notre ministre résident les instructions qui avaient été données à O'Sullivan. L'envoyé belge devait donner à sa mission « un caractère d'utilité pratique ». La question politique qui s'agitait en Orient « n'intéressait pas directement la Belgique ». Le premier devoir de notre représentant à Constantinople était « de prendre et de conserver toute l'impartialité d'une position neutre (17). »

Le Sultan avait l'intention de réformer l'administration de son Empire. Le Grand Vizir ayant entendu parler avec éloge de l'administration belge fit des ouvertures à Behr pour obtenir l'appui de ses conseils. Notre ministre résident écrivit à ce sujet à Lebeau :

On m'a consulté ici sur plusieurs points d'une haute importance, sur l'organisation civile, sur l'établissement d'un système financier.

(12) Le colonel Moyard avait commandé en 1831, la 4^e brigade de l'armée des Flandres.

(13) Soliman Pacha était le colonel Sèves de l'armée française.

(14) Dossier n° pers, n° 34, Blondeel, 23 juillet 1841.

(15) Dossier Pirson, n° pers, 260, Lebeau au Roi, 30 mai 1840.

(16) T. I, 173.

(17) T. I, 173, 9 juin 1840.

(7) Dossier n° 1754. Officiers belges en Egypte.

(8) Dossier n° 1754. Officiers belges en Egypte.

(9) Dossier n° 1754. Officiers belges en Egypte.

(10) *Egypte*, I, 99. De Theux à Blondeel, 25 fév. 1840.

(11) DESCAMPS (Ed.), *la Neutralité de la Belgique*, Bruxelles-Paris, 1902.

sur les postes, les travaux publics. C'est d'après mon avis que fut établie, il y a cinq mois environ, la base fondamentale de toute bonne administration, la séparation entre les pouvoirs civils et militaires, réunis jusqu'alors entre les mains des Pachas.

Par cette mesure, dont la portée commence seulement à être comprise, il est devenu possible d'exécuter le traité de commerce et d'abolir les monopoles (18).

Mais Lebeau trouva que le baron Behr agissait en contradiction avec notre statut international, et il lui recommanda le respect de l'article 7 du traité de 1839 : « La Belgique formera un État perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette neutralité envers tous les autres États (19). » C'était pousser trop loin les obligations d'impartialité que nous imposait le dit traité. Cet excès de timidité dans notre politique extérieure fut bien souvent nuisible à notre expansion. Il a fallu, plus tard, le génie et l'inébranlable ténacité de Léopold II pour nous faire comprendre que « neutralité » ne veut pas dire « impuissance ».

L'attitude prise par le baron Behr n'eut pas l'heur de plaire à l'ambassade de France :

On s'attendait, écrivait-il à Lebeau, à me voir graviter autour de l'ambassadeur français comme une espèce de satellite; on aurait voulu que je représentasse la Belgique, indépendante du reste de l'Europe, mais relevant de la France, à la manière des anciens grands feudataires. Ces prétentions, qu'on laissait apercevoir sans les exprimer, allaient parfois jusqu'à la puérilité. On s'étonnait que je parlasse l'anglais, que je fusse abonné au Galignani's Messenger, que je fisse accueil aux Anglais de distinction qui arrivaient à Constantinople (20).

Les relations personnelles du ministère de Belgique avec le comte Pontois, ambassadeur de France, étaient fort amicales, sans être intimes (21). Leurs caractères ne sympathisaient point. Avec beaucoup de bonnes et agréables qualités, Pontois était d'humeur inégale.

A la nouvelle de la convention conclue entre les quatre puissances, « le parti français assumait sur-le-champ une attitude offensive. Il ne respira que la guerre, ne parla que d'Ibrahim marchant sur Constantinople, de la flotte française forçant les Dardanelles, de l'armée française allant occuper la rive gauche du Rhin et reprendre les frontières naturelles de la France, etc (22). »

Alors Behr, sondé par des personnes de l'ambassade de France sur ses impressions quant à la Belgique dans le cas d'un conflit entre la France et les puissances alliées, répondit, conformément aux instructions de Lebeau, « que notre marche politique était tracée d'avance; que la Belgique, reconnue comme neutre par l'Europe entière, resterait neutre et saurait en cas de besoin faire respecter la neutralité par les moyens de défense dont elle peut disposer; que si l'une des parties belligérantes violait notre neutralité, l'armée belge et les forteresses de la Belgique seraient immédiatement tournées contre elle (23). »

Pontois ayant cherché à persuader le baron du désintéressement et de l'impartialité de la politique du Cabinet des Tuileries dans son désir de conserver à Méhémet-Ali la possession entière de la Syrie, le ministre de Belgique en Turquie n'entra pas dans ses vues :

Je ne pus m'empêcher, mandait-il à Lebeau, de faire observer à M. le comte Pontois que vouloir renforcer la Porte, en donnant à son ennemi une des plus belles provinces, était une méthode

peu sûre de fortifier une puissance et quant à l'objection qu'il serait impossible au Sultan de gouverner la Syrie, il me semblait que l'expérience de quatre cent cinquante ans prouvait suffisamment le contraire.

Cette conversation fit comprendre à l'ambassadeur que je n'étais point disposé à abdiquer mon caractère de représentant d'un souverain ami de la Turquie pour embrasser les vagues théories des journaux de Paris et pour me mettre en opposition avec le Cabinet auprès duquel je suis accrédité. Dès ce moment je pus m'apercevoir d'un refroidissement (24).

Le baron Behr exagérait parfois l'expression de sa sympathie envers la Turquie :

Accrédité par Sa Majesté auprès du Sultan, écrivait-il à Lebeau, je représente à Constantinople l'ami de la Turquie et, par conséquent, l'ennemi de Méhémet-Ali, du Pacha rebelle (25).

Ce à quoi le ministère des Affaires étrangères répondait :

Vous comprendrez, Monsieur le Baron, que, tout en portant un vif intérêt au Sultan et à la prospérité de son Empire, notre devoir, en présence surtout de l'article 7 des traités du 19 avril, est de rester en dehors des débats et des passions que soulève la question d'Orient (26).

HENRI LAMBOTTE.

(La fin de cette étude paraîtra dans notre prochain numéro.)

L'offensive hitlérienne contre le catholicisme^(*)

Le témoin attentif à suivre le développement de la guerre religieuse dans le III^e Reich pouvait, il y a quelque temps, constater une relative accalmie sur le front catholique, à l'heure même où le secteur protestant se trouvait en pleine activité de bataille. La situation est actuellement renversée. Le secteur catholique tout entier est aujourd'hui en feu. Le fait ne surprendra pas. Pour tout observateur lucide de la situation, le silence sur le front catholique ne pouvait avoir d'autre signification que celle du calme avant l'orage.

La bataille s'engage, pour les catholiques d'Allemagne, sur le terrain peut-être le plus défavorable qui soit pour un parti confessionnel : celui de l'argent. Le lecteur français sait en gros les faits. Les télégrammes de presse lui ont permis de suivre les débuts du procès gigantesques que le Reich entreprend contre des Ordres religieux pour infractions frauduleuses aux lois sur les devises et sur l'exportation des capitaux. Le scandale de la vie privée, le délit de mœurs, mis à part, il n'est sans doute pas de délit mieux en mesure d'ameuter la passion populaire et en même temps de salir l'habit religieux, mieux en mesure de faire apparaître aux yeux de la masse l'homme ou la femme qui portent cet habit sous les traits du criminel de droit commun.

(24) T. I, 193.

(25) T. I, 187, 3 octobre 1840.

(26) T. I, 192, 29 oct. 1840.

(*) Nous devons à l'obligeance de notre concœur *Les Etudes*, de Paris, la publication, en Belgique, de cette admirable étude sur la persécution dont souffrent nos coreligionnaires d'outre-Rhin. Nous n'avons cessé de le redire ici : seule, l'Idée chrétienne — et plus particulièrement le Catholicisme — est capable de faire obstacle au flot hitlérien. Tant mieux si le paganisme germanique jette le masque ! Les catholiques allemands risqueront moins d'être circonvenus, dupés et vaincus. Prions Dieu de soutenir la foi et le courage de l'Eglise d'Allemagne !... (N. D. L. R.)

(18) T. I, 177, 12 juillet 1840.

(19) T. I, 179, 11 août 1840.

(20) T. I, 193, 3 nov. 1840.

(21) L'amiral Roussin avait été rappelé à Paris.

(22) T. I, 193, 3 nov. 1840.

(23) T. I, 193, 3 nov. 1840.

que le délit fiscal. Nous pouvions faire confiance au III^e Reich pour ne pas négliger un aussi beau tremplin. Il n'y a pas failli. Davantage qu'aux faits eux-mêmes, les pages qui suivent se consacreront aux possibilités d'exploitation qu'y a tout de suite discernées le pouvoir national-socialiste, au sens vrai, à l'intention profonde d'un procès dans lequel l'hitlérisme a aussitôt salué l'occasion bénie d'une magnifique campagne de boue contre son adversaire. Les dirigeants racistes se sont gardés d'user en une fois les cartes inespérées que l'imprudence d'une poignée de religieux et de nonnes leur mettait dans la main. Ils exploitent à petite dose la mine du scandale. Ils dosent la boue. Des pauses sont ménagées entre les nouvelles sensationnelles, conformément aux meilleures recettes du roman-feuilleton. Le lecteur reste sur sa faim, avec l'espoir toujours fouetté de la « suite au prochain numéro ».

L'offensive de grand style de diffamation, entreprise contre le catholicisme, n'est qu'à ses débuts. La situation est en pleine évolution. En dépit des scrupules que le chroniqueur éprouve toujours à vouloir fixer les aspects d'une situation mouvante, nous croyons que, dès à présent, il est possible de dégager certaines grandes lignes.

* * *

Rappelons d'abord rapidement et sèchement les faits. Le 17 mai dernier, s'engageait, devant la Cour d'assises de Moabit, à Berlin, le premier des procès en fraude fiscale contre Catherine Wiedendorfer, en religion Sœur Wenera, secrétaire de l'ordre de Saint-Vincent-de-Paul, accusée d'avoir en deux ans, de 1932 à 1934, en violation de la loi d'interdiction d'exportation des capitaux, fait passer en Belgique, par l'intermédiaire d'une autre Sœur du même Ordre résidant au delà de la frontière, la somme globale de 250,000 marks, propriété de la Maison-Mère de Saint-Vincent-de-Paul à Cologne. Le procureur réclamait pour la Sœur la sanction personnelle de cinq années de travaux forcés, de cinq années de perte de droits civils, de 150,000 marks d'amende; pour la « Société des Œuvres de charité de Cologne-Nippes », une amende de 250,000 marks. Ces peines furent accordées d'enthousiasme par les jurés de Moabit, avec la clause additionnelle d'une prolongation de quatorze mois de travaux forcés au cas d'insolvabilité de la Sœur.

Cinq jours plus tard, et devant les mêmes assises, s'ouvrait, à Berlin, le second procès en violation des lois fiscales. Sur le banc des accusés, encore une religieuse, mais d'un autre Ordre. Cette fois, c'est la Supérieure du couvent des Augustines de Cologne, — *auch eine Mutter*, « aujourd'hui, c'est le tour d'une Révérende Mère », annonce le *Westdeutscher Beobachter*, avec le ricanement gras de l'anticléricalisme, — qui est accusée d'avoir fait passer frauduleusement la somme de 200,000 marks entre les mains d'une Sœur de son Ordre résidant au couvent de Saint-Viteh (territoire d'Eupen-Malmédy), sous la forme de plis chargés personnellement apportés par des Sœurs franchissant la frontière. Même réquisitoire, mêmes sanctions : cinq ans de travaux forcés, cinq ans de perte de droits civils, 120,000 marks d'amende.

Enfin, le 29 mai, toujours à Berlin, c'est l'Ordre de Saint-François que nous voyons traîner dans le prétoire. Le R. P. français Otto Goertler se voit, pour « crime répété contre les devises » (*fortgesetztes Devisenverbrechen*), condamné à la peine draconienne de dix ans de travaux forcés, cinq ans de perte de droits civils et 350,000 marks d'amende, auxquels se substitueront, dans le cas d'insolvabilité, vingt-sept mois supplémentaires de travaux forcés. L'Ordre est, de plus, frappé d'une amende de 500,000 marks.

* * *

Tirons ici un trait. A l'heure où sont rédigées ces notes, ce sont les seuls procès intentés à des Ordres religieux pour infraction aux lois fiscales qui appartiennent au passé. Mais l'avenir nous réserve sans doute ample matière. A en juger par la cadence rapide des affaires venues en jugement (un procès tous les cinq jours); à en juger aussi par les titres gourmands des feuilles racistes, qui lancent des manchettes flamboyantes soulignées d'un gigantesque trait rouge : « Cinquante Ordres et monastères accusés d'évasion de devises. » Cinquante Ordres religieux, pour le seul territoire d'Allemagne! Nous ne soupçonnions pas pareille ampleur de floraison monastique sur le sol germanique! Décidément, la haine voit grand. Le *Völkischer Beobachter* subit la loi de grossissement visuel commune à tous les hallucinés.

Nous ne contesterons pas la matérialité des faits, la matérialité de la fraude fiscale. Aussi bien a-t-elle été sans ambages reconnue par l'autorité épiscopale. Mais, en tant qu'hommes et en tant que catholiques, et à ce double titre solidaires du destin douloureux fait à nos frères dans la foi de l'autre côté du Rhin, nous protestons de toute notre énergie et contre le choix de la procédure, et contre l'exorbitante sévérité des sanctions, et, plus que tout, contre l'atmosphère de passion dans laquelle s'est engagé le procès et se sont déroulés les débats.

Le choix de la procédure d'abord. La poursuite judiciaire, pour violation des lois sur les devises et « dommage conscient porté à l'économie allemande », tient depuis assez longtemps une place de choix dans le riche arsenal des moyens utilisés par le III^e Reich pour torpiller ses ennemis. Presque toujours, la procédure employée restait secrète. Il existait une appellation technique allemande pour ce genre d'action judiciaire : *Unterverfahrensverfahren*. Rien ne filtrait dans le public. Le contrevenant s'en tirait avec une énorme amende qui satisfaisait au double objectif d'engraisser la caisse nationale-socialiste et de mettre pour longtemps l'opposition hors de combat. Pour la première fois, nous voyons ici l'affaire portée devant les assises, innovation dont les intentions sont transparentes. On vise l'effet de publicité et de scandale, le remous de passion dans le public. On veut une plate-forme d'où la voix porte loin, une tribune bien plus qu'un tribunal. Dans la personne des jurés, c'est le peuple lui-même qu'on convie directement à juger les malfaiteurs, les « criminels de devises » — c'est le mot consacré — qui tentent de l'assassiner dans l'ombre en le ruinant et en le dépouillant. Réédition de l'effet toujours sûr du « coup de poignard dans le dos ». Catholiques, marxistes, — M. Joseph Goebbels, le proclamait avec force tout récemment à Berlin, — n'a-t-on pas régulièrement vu ces complices de toujours des besognes de ténèbres, la main dans la main, quand il s'agissait de porter sournoisement un coup bas à la nation? La feuille officielle du III^e Reich rappelle opportunément que c'est Mathias Erzberger, le félon de l'Allemagne, qui a, le premier, enseigné aux Ordres catholiques la « manière », qui leur a indiqué les voies sûres, pour duper le fisc au moyen d'évasion de capitaux et de bilans truqués.

Le caractère exorbitant des pénalités, en second lieu. La férocité et l'évident parti pris d'un verdict qui se refuse à admettre pour l'accusé le bénéfice des moindres circonstances atténuantes. Ces raisons naturelles d'indulgence, pour tout tribunal puisant ses arguments ailleurs que dans sa haine, elles étaient pourtant lumineusement inscrites, et dans l'objet visé par les transferts de capitaux, et dans le passé et le caractère même des contrevenants. Jamais un objectif personnel d'enrichissement, un but de lucre; mais, ici, une école défailante à maintenir; là, les lourdes charges d'un hôpital en construction à couvrir; ailleurs, des missions d'évangélisation à soutenir. Toute une carrière d'honneur, toute une vie d'obscur dévouement dépensée au

service des enfants, des vieillards, des infirmes, au service de ce même peuple que l'on voudrait montrer aujourd'hui haineusement attaqué dans le dos. Si même certaines sommes étaient soustraites à l'inquisition fiscale, elles continuaient de servir la nation. Elles n'échappaient au fisc que pour rentrer en définitive en Allemagne par la plus belle des voies, celle de la charité. Ces simples religieux, ces humbles nonnes, toute leur formation les situait à d'astronomiques distances du réseau compliqué d'ordonnances et de décrets tissé par le III^e Reich sur le terrain des devises. Le maquis Schacht, hérissé de décrets et d'ordonnances (plusieurs centaines), maquis si touffu, si savamment semé de chausse-trapes que les banques les plus avisées, depuis l'établissement du III^e Reich avec lequel les démêlés sont toujours scabreux, se gardent de faire un pas sans prendre l'avis de « spécialistes en matière de devises » (*Devisensachverständige*). Ce fut la fatalité de ces Augustines, de ces Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, de ces Franciscains, de ne point posséder de « services techniques ». Bien plus que de leur duplicité, c'est de leur impéritie qu'ils portent aujourd'hui le poids.

Il apparaît que le conseiller financier des Ordres actuellement traînés devant les tribunaux du III^e Reich fut un certain Dr Hofius, directeur de l'Universumbank. Banque « Universum », Dr Hofius, beaux noms au latin sonore bien choisis pour une clientèle d'Eglise, mais insuffisantes garanties d'honnêteté. Ce que nous savons, c'est que, le scandale découvert, le Dr Hofius prend le large sans perdre une minute et passe en Hollande, laissant avec le plus parfait détachement ses victimes se débrouiller toutes seules avec le fisc nazi. Facilité d'évasion qui, de l'avis de beaucoup de bons juges, semble difficilement pouvoir être mise tout uniment sur le compte de la prestesse à prendre le vent de ce genre de personnages. Facilité d'évasion qui étonne quand on connaît les griffes de la *Gestapo* et qui pose un point d'interrogation : N'y eut-il pas intelligence entre le fisc hitlérien et le directeur de l'Universumbank ? Le Dr Hofius ne fut-il pas, entre les mains du III^e Reich, un agent provocateur investi de la mission de capter la confiance des Ordres religieux et de les attirer dans ses filets pour les livrer commodément ligotés au pouvoir hitlérien ? Ce « mouton » semble, dans la bergerie monacale allemande, s'être bien acquitté de sa tâche.

* * *

Cependant, le point principal, à nos yeux, de l'intérêt des procès en cours, — nous l'avons fugitivement indiqué dès le début, — c'est l'intention éclatante qui y apparaît. Le pouvoir hitlérien a voulu faire de ce procès une manifestation à grand orchestre. Il a largement amorcé l'action de grande envergure projetée contre l'opposition confessionnelle. Les hommes du III^e Reich sont de bons metteurs en scène. De leurs multiples aptitudes, c'est sans doute celle que nous serons le moins tenté de leur chicaner. A la grande pièce qu'ils méditent ils ont voulu donner une ouverture retentissante et tenu à administrer une preuve nouvelle de leur habileté à tirer d'un fait son maximum de puissance d'excitation sur la masse, son maximum de rendement émotionnel et de capacité sonore.

Ils ont tout de suite exploité à fond la colère élémentaire qui monte de l'âme du peuple dès qu'on lui désigne du doigt les hommes qu'il peut tenir pour responsables de la misère matérielle où lui-même se débat. L'esprit de justice simple et violente des foules a besoin de cibles, de silhouettes humaines sur lesquelles s'assouvir. Des soutanes de moines, des cornettes de religieuses ont, entre les mains des dirigeants racistes, rempli l'office du lambeau d'étoffe rouge agité par le toréador. Des prêtres et des moniales ont été odieusement travestis en détresseurs de l'épargne populaire. Vieux procédé, toujours efficace.

Les titres fulgurants et percutants du *Völkischer*, soulignés d'épais traits rouges (à la lettre se vérifie l'image du morceau d'étoffe rouge déployé devant le taureau), désignent les religieux à la vindicte des foules exploitées : « La nation allemande systématiquement mise en coupe réglée (*systematische Beraubung des deutschen Volkes*) par les criminels en soutane et en robe. »

L'*Angriff*, le second journal de l'hitlérisme, n'entend pas demeurer en reste et ajoute que les sommes passées en fraude à l'étranger par les soins des religieux et volées à l'Allemagne auraient amplement suffi à couvrir les besoins de la nation en matières premières, ces matières premières qui lui manquent si cruellement. La feuille corse son réquisitoire de détails concrets, visuels, destinés à fouetter la colère chez le lecteur. Ces moniales, coupables d'attentat à la vie même de la nation, ces criminelles qualifiées déguisées sous une robe religieuse, leurs supérieurs ecclésiastiques, loin de leur mettre devant les yeux l'énormité de leur forfait, ont poussé l'audace jusqu'à leur prodiguer des encouragements et des consolations à l'abri des grilles du couvent et même à leur apporter la communion à l'intérieur de la maison de détention. Ces horribles et scandaleux détails offerts en pâture à son public, l'*Angriff* se garde d'omettre les conclusions générales : « Ces crimes de lèse-Allemagne auront du moins l'avantage d'ouvrir enfin les yeux des foules sur la vraie nature de l'Eglise catholique et sur ses empiétements toujours plus redoutables depuis 1925, empiétements auxquels il n'est que temps de mettre un terme. »

Les mêmes faits inspirent au *Völkischer* de graves méditations sur le péril que représente pour la formation de l'âme de la jeunesse l'existence même des Ordres religieux catholiques en Allemagne. Ces considérations générales, lourdes de sous-entendus, chargées d'imprécise et sourde menace, sont, à notre sens, le plus intéressant dans la réaction hitlérienne. Sur le fond de la toile, elles dessinent à larges traits, intentionnellement laissés vagues, les lignes d'horizon du projet d'offensive générale monté par l'état-major du III^e Reich, en vue de la réalisation de la grande idée du régime : l'unification confessionnelle dans une Eglise nationale, le totalitarisme des âmes :

De ces débats, écrit le Völkischer, se tire une conclusion d'une exceptionnelle gravité. Nous sommes autorisés à nous montrer singulièrement préoccupés de l'avenir d'une jeunesse d'Allemagne remise, pour y recevoir sa formation, à des établissements dont la mentalité, dont toute la famille spirituelle sont celles-là mêmes que nous ont révélées les religieux condamnés. L'indéniable approbation morale que le crime a trouvée chez les supérieurs hiérarchiques des accusés permet de conclure à un système (ein System, le vocabulaire raciste est pauvre, nous retrouvons l'étiquette de flétrissure appliquée à Weimar) inconciliable avec l'esprit d'une éducation nationale dans la jeunesse. Devant la perspective d'autres actions judiciaires analogues, nous pensons que les « hommes noirs de notre temps » (transparente allusion aux adversaires d'Alfred Rosenberg, dont la dernière riposte, au titre délicat, était précisément adressée aux Dunkelmänner unserer Zeit) auront perdu le goût de soulever à l'avenir des controverses sur la conception du droit allemand. Ils pourraient y risquer d'être tenus pour des complices.

Mise en accusation de toute la mentalité, de tout le « système catholique » montré irréductible à l'unique canon des valeurs, le canon national, avec le corollaire pratique qui se tire de lui-même de la constatation du divorce entre le catholicisme et l'Allemagne : la nécessité urgente de soustraire la jeunesse à une influence pernicieuse, — en vérité, ce texte, en dépit d'une certaine prudence hypocrite dans la forme, est de la plus désirable netteté. Il n'y manque même pas la note traditionnelle de chantage : le charitable conseil donné en *post-scriptum* aux catho-

liques, après le scandale qui vient de les montrer la main prise dans le sac, de s'abstenir à l'avenir, dans leur propre intérêt, de toute critique sur les conceptions doctrinales racistes pour éviter des éventualités judiciaires.

Texte très clair, que dépasse cependant encore en franchise un discours prononcé, le 30 mai dernier, à Cologne, au cours d'une réunion plénière du « Front de travail allemand », par le conseiller d'Etat professeur Börger.

Nous voici aujourd'hui, en présence de l'Éternel, rassemblés pour parler d'événements qui, au cours des dernières semaines, ont ému le cœur de tous les Allemands capables de réflexion. Notre thème d'aujourd'hui pourrait s'intituler : « Face aux hommes noirs. » Dans une sorte de consternation, des millions d'Allemands ont, ces jours derniers, reçu par le canal de leur journal la révélation que des femmes d'Allemagne portant l'habit de religieuses s'étaient rendues coupables du crime de haute trahison. Ces femmes vont connaître pendant cinq ans la peine des travaux forcés. Mais il est un point sur lequel je voudrais tout de suite insister, à savoir : que ces femmes n'ont pas agi de leur propre mouvement, mais sur ordre, sur un ordre secret. Les hommes noirs commandent dans l'ombre, mais n'osent point agir eux-mêmes au grand jour; ils laissent des femmes aller au bain à leur place. Et voilà, sans doute, le plus révoltant de toute l'affaire. Ces Sœurs, en agissant de la sorte, n'ont fait que suivre logiquement la doctrine dont elles se réclament. Elles ne reconnaissent pas l'autorité d'Adolf Hitler; elles sont aux ordres du pouvoir romain... Où est le droit? A cette question le national-socialisme fait une réponse d'une ligne : Le droit? C'est tout ce qui sert à l'Allemagne (alles, was Deutschland nutzt, ist Recht); tout ce qui nuit à l'Allemagne constitue le domaine de l'injuste. Les trafiquants de devises ont fait du tort à l'Allemagne; par là ils ont commis l'injustice; ils doivent être châtiés. Les quarante-sept procès de devises qui vont se dérouler montreront dans un jour plus clair encore l'état d'esprit dans lequel agissent ces créatures que nous trouverons toujours contre nous. Ce n'est pas en tant qu'individus qu'elles agissent, mais en tant que fidèles d'une doctrine.

A l'heure même où elles ont prononcé leurs vœux, elles se sont faites les servantes d'une doctrine qui, appuyée sur le mensonge historique, n'a donné au monde depuis mille huit cents ans que du sang et des larmes. Les doctrines sont intolérantes de leur nature. Leur principe, tout différent de celui des partis politiques, est : tout ou rien. Dès qu'elles s'éloignent de ce dogmatisme essentiel, elles cessent d'être des doctrines... Nous avons devant nous, à l'heure actuelle, une doctrine opposée à la nôtre. Le point essentiel et vital pour nous est le suivant : les millions d'êtres qui forment la masse de nos compatriotes d'Allemagne doivent de toute nécessité être élevés et formés dans la doctrine nouvelle. Faute de quoi, les fruits de la révolution sont perdus. Car il ne suffit pas de saisir le pouvoir, il faut le conserver... A côté de la puissance juive il existe une autre puissance qui poursuit les mêmes buts de domination mondiale : le catholicisme politique... Le R. P. Vorspel, de la Compagnie de Jésus, en se servant abusivement des armes de la prière et du chant religieux, se fait le soutien des éternelles prétentions à l'hégémonie que, depuis mille huit cents ans, l'Eglise n'a cessé d'élever chez tous les peuples, à savoir : que l'Eglise du Christ possède un droit de contrôle doctrinal sur toutes les lois d'Etat. Ces hommes disent agir au nom du Christ; ils n'ont que le nom du Christ à la bouche, mais c'est à eux-mêmes et à leurs propres intérêts qu'ils pensent... Ce religieux (c'est toujours du Père de la Compagnie de Jésus qu'il s'agit), ce religieux que les ennemis du christianisme auraient scalpé, sans l'avènement sauveur d'Adolf Hitler et de ses S. A., a aujourd'hui la vie assurée en Allemagne, dans cette même Allemagne où, il y a quelques années seulement, nous avons vu la

sépulture refusée aux hommes des S. A. assassinés par le marxisme. Des païens, disait-on alors. Tout cela est déjà oublié, mais nous, monsieur Vorspel, nous n'oublions pas. Nous ne reconnaissons, de par le monde, qu'une seule manifestation de la justice : l'action dépensée au service du peuple... Quel est, monsieur Vorspel, le bilan de la vie de votre Compagnie? Du sang, des larmes, et c'est tout. Croyez-moi, nous ne sommes pas d'humeur à admettre ces choses plus longtemps. Quelle est l'idée centrale du national-socialisme? La réconciliation et l'unification de tous les fils d'un même peuple entre eux. Et quelle est votre idée, à vous? La haine des peuples. Le national-socialisme n'a encore sur les mains le sang d'aucune nation. On n'en pourrait dire autant ni de Rome ni du glaive des Francs. Monsieur Vorspel, l'Histoire montre la main de votre Ordre dans la guerre de Trente Ans... Un païen sincère m'est infiniment plus sympathique qu'un fraudeur de devises... Entre la Hitlerjugend et la Jeunesse catholique les services d'espionnage de nos adversaires de l'étranger essayent d'introduire un coin, le coin de la politique. Que voyons-nous en Allemagne? Nous voyons des enfants jouer ensemble, grandir fraternellement, côte à côte. Vient l'âge de six ans, la mère prend son enfant par la main et voilà les petits camarades de jeux séparés les uns des autres pour bijurquer dans des écoles différentes. L'enfant lui-même ne comprend rien à cette séparation. N'existe-t-il pas une méthode bien plus droite et bien plus juste que celle qui consiste à arracher les enfants les uns aux autres dans leur sixième année pour les confier à des pasteurs de confessions différentes? Cette méthode est simple : Il ne doit exister pour les enfants qu'une seule école : l'Ecole allemande. Nous vivons en Allemagne, avec l'Allemagne et par l'Allemagne. Autant nous voulons la paix avec tous ceux qui se déclarent prêts à respecter notre liberté intérieure et extérieure, autant nous sommes décidés à exterminer sans merci ceux qui prétendent mettre un obstacle à l'unification de la Nation. Nos guerriers n'ont pas arrosé de leur sang le sol de la France et des Flandres pour que nous ayons aujourd'hui à nous enquérir des manuels de cantiques religieux de chacun de nos compatriotes. C'est pour l'Allemagne qu'ils sont tombés... Compatriotes qui m'écoutez, c'est à nous qu'il appartient de décider si les hommes noirs feront encore ou non des disciples. J'estime, pour ma part, que c'est une fausse méthode de leur interdire l'existence. C'est d'eux-mêmes et intérieurement qu'ils devront s'éteindre, quand ils se seront bien convaincus de la fausseté essentielle de leurs buts. Je pose une question : Des centaines de milliers de soldats allemands sont tombés pour le pays qui n'avaient jamais mis le pied dans une église; d'autre part, il nous a été donné de voir des pasteurs séparatistes. De ces deux catégories d'hommes, laquelle gagnera le Ciel? Si la réponse ne dépend que d'une appartenance confessionnelle, alors la mort pour la Patrie n'a plus aucun sens, et la loi qui punit le crime de haute trahison devient une insanité. Je pose une seconde question : Quand sonne l'heure de midi, nos mères murmurent la prière : « Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien », mais ce pain quotidien, je le demande, est-ce le pasteur ou le Führer qui le donne?... Toute la théorie de l'infaillibilité du magistère du Christ est édiflée sur une falsification de l'Histoire. Je veux parler de l'héritage de l'empereur Constantin. Monsieur Vorspel, l'empereur Constantin ne nous intéresse pas davantage que Moïse, Abraham et que toute la clique juive des fraudeurs de devises... C'est au nom prétendu de l'amour que les Francs ont exterminé les Goths. C'est au nom de l'amour que Wallenstein fut assassiné. C'est au nom de l'amour qu'aujourd'hui on dissimule les devises... Ces hommes-là rêvent d'hégémonie universelle, ils prétendent donner à l'univers un uniforme et un visage à leur goût. Ils veulent dominer le monde comme Judas. Judas et Rome voilà les deux vrais pouvoirs de domination. Leurs buts n'ont rien de commun avec le principe religieux. Ce qu'ils veulent, c'est la force, le règne matériel de l'univers... Il faut tout de même en finir

avec les querelles autour de manuels de cantiques. Que chacun prie son Dieu comme il l'entend, c'est son affaire et ne regarde aucun tiers. La seule chose qui importe, c'est de savoir où chaque Allemand en est, non pas de la confession religieuse, mais de la confession allemande, du serment de fidélité, à l'Allemagne (Bekennnis zu Deutschland). Si quelqu'un répond inspiré par les hommes noirs, et la chose est arrivée dans mon ressort : Mon supérieur hiérarchique est le Pape, eh bien ! je dis que cet homme-là doit avoir l'honnêteté de cœur de démissionner de l'emploi qu'il occupe et de laisser la place libre, à la disposition d'un Allemand décidé à combattre pour Adolf Hitler. Je prie tous les chefs d'industrie, dans leur ressort respectif, de ne laisser subsister dans l'esprit de leurs subordonnés aucune espèce de doute sur ce point. Quiconque travaille en Allemagne, quiconque gagne son pain en Allemagne a le devoir strict de se ranger au côté de l'Allemagne ou bien de quitter le sol de son pays... Notre Terre sainte, à nous, nous ne la cherchons pas dans le désert, mais dans le sol que nos héros, morts pour la Patrie, ont arrosé de leur sang... Nos soldats, monsieur Vorspel, sont nos modèles, et nos saintes, à nous, ce sont les mères d'Allemagne qui ont donné le jour à de tels hommes.

* * *

Développements si pauvres et si clairs et, en même temps, d'une telle orthodoxie, d'un tel « classicisme » raciste, que nous serions tentés d'y voir un texte d'anthologie.

Dans un univers mental d'une confondante simplicité de primaire, chez un « professeur » conseiller d'État, sous la forme la plus commodément sommaire pour le lecteur, nous retrouvons les arguments traditionnels du national-socialisme :

1° La mystique de la nation. L'Allemagne devenue un Absolu métaphysique. Le Droit définit le domaine de l'« utile » pour l'Allemagne. La religion de « l'activité dépensée au service du pays ». La *Leistung* envisagée comme seul critère moral ;

2° Le caractère doctrinal et universel, le caractère de *Weltanschauung* du national-socialisme. Nous devons être reconnaissants au conseiller d'État Börger de répéter une fois de plus, mais ici avec une épaisseur et une simplicité de trait assez rarement rencontrées, que les doctrines « sont, de leur nature, intolérantes », qu'elles sont soumises à la loi du « tout ou rien », et que le caractère même du racisme hitlérien lui fait un devoir de l'exclusive prononcée à l'égard des doctrines antagonistes. Deux conceptions du monde s'affrontent, pour lesquelles il n'est pas de coexistence possible sur le plan de cette vie. Si le catholicisme et, plus largement, le christianisme, ce christianisme qui, « depuis mille huit cents ans, n'a donné au monde que du sang et des larmes », est laissé libre de maintenir son emprise sur les âmes, c'en est fait du national-socialisme des mains duquel glisse la victoire : « Tous les fruits sont perdus ; il ne suffit pas de saisir le pouvoir, il faut encore le conserver » ;

3° L'alliance éternelle des deux puissances de proie, toujours dressées devant l'Allemagne nationale : le catholicisme et l'âme juive ; Judas et Rome, cachant les mêmes griffes sous le manteau religieux, poursuivant dans l'ombre le même rêve de domination matérielle, captant les âmes pour posséder la terre ;

4° La nécessité de l'unification morale de la jeunesse étendue à tous les plans et, par conséquent, au plus profond, au plan religieux. Unification intégrale, ne souffrant pas la dissociation confessionnelle que les ennemis de l'Allemagne tentent d'enfoncer comme un coin mortel au cœur de la nation. L'urgence d'en finir avec des querelles épuisantes autour de « manuels de cantiques », entendez : avec les confessions, dont le vrai nom est division.

La seule confession qui compte : le *Bekennnis zu Deutschland*. Un seul temple : l'Allemagne ;

5° Le nouveau martyrologe donné à l'Allemagne par Hitler ; les saints et les saintes de l'ancien calendrier catholique remplacés par les héros tombés au service du pays et par leurs mères, les « mères d'Allemagne ».

Oui, tout cela, nous l'avons déjà entendu, et ces brutales affirmations, empruntées au catéchisme hitlérien, n'enrichissent guère nos dossiers. Le racisme pense à la fois violemment et pauvrement. Il n'a à sa disposition qu'un très mince arsenal copieusement exploité. La formule, commode comprimé de pensée à l'usage des esprits simples, remplace l'argument. L'un des plus cruels caractères de l'éloquence nationale-socialiste pour l'auditeur du dehors est sa monotonie. Mussolini a comparé l'éloquence hitlérienne à un gramophone ne possédant que deux ou trois disques.

Retenons dans la harangue du professeur Börger, après des affirmations déjà surabondamment entendues, la note plus intéressante de la fin, la pointe de menace très pratique à l'endroit de tout fonctionnaire et plus généralement de tout salarié du III^e Reich qui entendrait poursuivre le cumul de son emploi et de sa liberté intérieure. M. Börger signifie sans ambages à ses auditeurs la fin d'un rêve jugé par lui immoral. « Les chefs d'industrie, dans leurs ressorts respectifs, auront à veiller à ce qu'il ne subsiste dans l'esprit de leurs subordonnés aucune ambiguïté » sur l'impossibilité de faire de leur vie deux parts, la part interne, la part externe, et sur le « strict devoir pour quiconque gagne son pain en Allemagne de lutter pour l'Allemagne (*für Deutschland zu stehen*) ou de quitter le sol du pays ».

Voilà un dilemme formulé avec la plus parfaite netteté et qui ne laisse place à aucune latitude d'interprétation : soumission ou démission. Dans le second cas, il y a des candidats tout prêts pour la succession.

Soumission qui devra être entendue dans son sens le plus plein d'engagement total, excluant tout domaine réservé, tout jardin secret intérieur. L'hitlérisme ne se contente pas de l'adhésion, il pousse le despotisme jusqu'à son point le plus haut qui est l'exigence de la sincérité. De cette sincérité, il a à sa disposition un certain nombre de moyens efficaces de s'assurer. La délation, fleur vénéneuse de toutes les tyrannies, offre complaisamment ses services.

* * *

Contre les Ordres religieux, la presse synchronisée du III^e Reich a fait tout de suite entendre un concert de haine d'un ensemble parfait, révélant la baguette du chef d'orchestre. On parle quelquefois du « chef d'orchestre invisible », mais le meilleur *kapellmeister* reste encore celui qu'on voit et qu'on craint. Le premier, le ministère public donne l'exemple d'une volonté délibérée de passionner haineusement les débats : la Sœur Wenera, à laquelle on a laissé des vêtements laïques pendant les interrogatoires, est contrainte, au moment du verdict, pour que plus d'éclat soit donné à la condamnation, de revêtir son habit religieux. A travers l'humble nonne balbutiante, c'est l'Ordre même que devant le forum de la nation l'on entend condamner. Semblable intention arrêtée de mise en scène se lit dans le dialogue proprement scandaleux qui se déroule entre le procureur et l'accusée. Il se trouve qu'une formule religieuse ouvre les lettres de la Sœur qui ont servi de pièces à conviction et dans lesquelles l'accusation a découvert la preuve du délit fiscal. L'avocat général n'a garde de négliger pareille trouvaille. Il prend texte de cette formule, dont il est le premier à connaître

le caractère d'usage banal et purement formel, pour se camper devant son public dans des attitudes avantageuses d'indignation devant l'énormité du « blasphème ». « Des lettres comme les vôtres, aussi bassement mercantiles, ne se présentaient jusqu'à présent que dans le dossier des fraudeurs juifs de Galicie. Je vous avoue que les trouver précédées de la formule religieuse que vous employez me paraît monstrueux ». Voix humble de la Sœur : « C'est l'usage de nos maisons ». Le procureur, l'accent révolté et réprobateur : « Sont-ce donc là des formules vides à vos yeux ? » Silence écrasé de la petite Sœur.

A travers les indications du procès-verbal, il nous semble que nous assistons à la scène, que nous suivons le déroulement de cette comédie de justice. « Prostitution de la justice dans le III^e Reich », écrit plus âprement et justement un journaliste autrichien. Jamais plus que dans de pareilles caricatures de l'équité n'a été flagrante l'écrasante disproportion des forces entre le siège des robes rouges et le banc des accusés, plus sensible l'abîme entre le verdict de Dieu et celui des hommes.

Le prétoire a donné l'exemple, la presse suivra et enfin la masse. Né dans l'enceinte du tribunal, nourri par le journal, c'est dans la rue, comme dans son terme naturel, que s'épanouira le mouvement de passion anticatholique qui s'élève si aisément de beaucoup de cœurs allemands et pour lequel l'économiste Karl Schmitt a trouvé la formule définitive le jour où il a parlé de « délire antiromain ».

Certains journaux de chez nous ont accordé quelques lignes aux scènes qui se déroulèrent à Munich, le 18 mai, à l'occasion de quêtes publiques ordonnées par l'autorité religieuse en faveur des œuvres catholiques. Nous croyons que l'intérêt psychologique et documentaire de ces scènes, leur valeur d'enseignement, leur mérite mieux que trois lignes de télégramme.

Quelques jours avant la quête, très exactement trois jours, le 15 mai, la « direction de la presse » pour Munich et la Haute-Bavière convoque tous les rédacteurs de journaux de son ressort et leur donne des instructions précises : ouvrir largement leurs colonnes à de « copieux comptes rendus » (*möglischst ausführend Berichten*) relatifs aux procès de devise. L'indignation populaire dûment fouettée, la préparation d'artillerie consciencieusement réalisée par un *Trommelfeuer* de trois jours dans la presse, la bataille s'ouvre dans la rue.

Dès le début de la quête, de nombreux groupes de manifestants nazis se répandent dans les artères munichoises, porteurs d'immenses panneaux sur lesquels sont collées et éclatent, agressives, les manchettes les plus violentes du *Völkischer*. La propagande auditive vient prêter son appui à la réclame visuelle, les manifestants scandent en chœur d'une voix tonnante les couplets suivants :

Keinen Pfennig der Caritas!

Keinen Pfennig den Devisenschiebern!

Deutsche! Gebt Euer Geld nicht nach Rom.

(Pas un sou aux œuvres de charité! Pas un sou aux voleurs de devises! Allemands! ne donnez pas votre argent à Rome.)

Pour intimider non seulement le quêté, mais le quêteur, les manifestants nazis ont soin d'encadrer étroitement ce dernier, qui se voit réduit à tendre la sébille catholique entre deux panneaux rageurs du *Völkischer*. On ne s'arrête pas en si belle voie. Pour achever de décourager le donateur éventuel, on lui crie dans les oreilles : « Celui qui versera un sou à la caisse catholique sera pris en photographie. Nos clichés montreront où sont les traîtres au pays. »

Des étudiants nazis, généralement de l'Allemagne du Nord, bouffonnent grossièrement en passant devant les catholiques :

« 10 pfennigs dans la tirelire pour trois jours d'indulgences. »

On arrache aux passants l'insigne de boutonnière qui leur est remis en échange de leur obole. Les boîtes à recueillir les offrandes sont jetées pleines d'argent, de l'argent catholique, par des équipes de motocyclistes S. A. dans les eaux de l'Isar. Des promeneurs pacifiques sont injuriés et grossièrement molestés, certains frappés jusqu'au sang. Parmi les insultés — et le détail est assez plaisant — le vice-consul de Grande-Bretagne, Christofer Philipps, auquel échoit ce jour-là l'honneur imprévu de partager le sort des « traîtres noirs » (*schwarze Verräter*). Cependant, les catholiques s'émeuvent. Une délégation de l'épiscopat (le vicaire capitulaire Stadler et le directeur des œuvres de charité Müller) se rend à la Préfecture de police et formule une belle protestation, selon toutes les règles parlementaires.

Il s'entend faire la stupéfiante et significative réponse que voici : « Les manifestations en cours, trop compréhensibles d'ailleurs en raison des procès de devises, ne présentent pas de caractère politique, la circulation n'est pas troublée, le gouvernement ne voit pas de raison d'intervenir. »

Cependant, le caractère scandaleux des manifestations de rue s'accroissant toujours plus, la houle de la plèbe grossissant de minute en minute, le ministre Wagner se décide, au bout de six heures, à prendre un arrêté. Celui-ci sera conforme à la pratique constante du III^e Reich : ce n'est pas l'insulteur, mais l'insulté qu'on frappera. Le délinquant n'est pas le nazi, mais le catholique. La quête est interdite pour « raisons d'ordre et de sécurité publiques ». Dans d'autres régions de Haute-Bavière les choses ont été plus loin. A Rosenheim, des paquets de tracts catholiques sont brûlés en place de Grève, tandis que retentissent les cris de « Faulhaber à la potence! », « Les Jésuites hors d'Allemagne! »

Le tableau de cette journée bavaroise est typique et nous offre un bon raccourci des méthodes traditionnelles. L'opération se fait en trois temps : l'hitlérisme commence par démuseler ses troupes sur l'adversaire, puis laisse faire, puis, quand le tumulte est à point, frappe l'opposant comme fauteur de trouble et agent de désordre public, seule solution en mesure de calmer « l'effervescence du sentiment populaire » (*kochende Volksseele*). Jamais gouvernement n'a mieux appliqué la méthode et en même temps la morale de la fable du « Loup et de l'Agneau ».

L'histoire de ces quelques heures nous enseigne de reste — si nous ne savions depuis longtemps à quoi nous en tenir sur ce point — où en sont les catholiques de la défense de leurs droits dans l'Allemagne du III^e Reich.

Si, d'aventure, ils sont tentés d'élever la voix, le III^e Reich s'arrange pour leur ôter le goût de la protestation. Au début de juin, le curé d'Oehningen, petit bourg sur les rives du lac de Constance, se permet de critiquer en chaire les poursuites contre les Sœurs. Immédiatement dénoncé par une de ses ouailles, mais prévenu à temps par un autre paroissien (ces deux démarches en sens contraire sont caractéristiques de l'ordre de choses régnant en Hitlérie), il ne doit son salut qu'à une fuite précipitée, en pleine nuit, de l'autre côté de la frontière, heureusement toute proche, à Stein, sur le Rhin, où un confrère helvète lui donne asile sous son toit. Au cours de la même nuit, un douanier allemand se présente aux douaniers suisses et a l'incroyable audace de réclamer le fugitif, sous le prétexte que l'ecclésiastique a agi sous l'empire d'une crise de « dépression mentale », requête heureusement repoussée par les fonctionnaires suisses, qui ont compris la situation. Le dimanche, le pauvre prêtre peut, enfin à l'abri, célébrer sa messe à Stein.

Terrible situation de persécution. Presque aussi terrible situation d'humiliation. Le III^e Reich est coupable de cette bassesse : ne laisser au catholique qui veut continuer de vivre dans le cadre de son pays que l'échappatoire de la soumission sans conditions.

Des rédacteurs de la *Germania*, de la *Kölnische Volkszeitung*, du *Berliner Tageblatt* se voient impitoyablement frappés par le pouvoir hitlérien, privés de leur gagne-pain du jour au lendemain, pour avoir simplement osé reproduire les considérants, pourtant infiniment modérés dans leur rédaction, d'une déclaration de l'épiscopat de Breslau. Rien n'aura été dit dans la presse catholique d'Allemagne, cette presse qui n'existe plus que de nom, de ce qui aurait dû être dit. Rien n'aura été dit des inqualifiables méthodes utilisées dans la guerre aux couvents : perquisitions nocturnes, convoi savamment calculé des moniales arrêtées par les rues les plus fréquentées et aux heures de circulation intense, pour que le public puisse se repaître du scandale, incarcération sans nourriture et dans des caves sans jour de religieuses âgées et infirmes, mise sous scellés, dans des intentions d'exploitation anticléricale ultérieure, de documents concernant la vie intime de religieux et sans aucun rapport avec les infractions fiscales.

* * *

Au terme de ces pages consacrées à l'une des plus douloureuses péripéties de la guerre religieuse d'Allemagne, après tant de sujets de tristesse, que l'on nous permette une note d'optimisme qui pourra paraître à certains paradoxale et qui est cependant strictement fondée en raison. Au milieu de la nuit dans laquelle se débat le christianisme en Allemagne, une lueur point faiblement, grandit lentement, sûrement. Lumière au bout du tunnel. Cette lumière-là, — nous ne voulons parler aujourd'hui que de l'horizon catholique, l'horizon protestant, à la suite du synode d'Augsburg et des témoignages de décevant fléchissement qu'il a révélés de la part du « Front confessionnel », est infiniment plus sombre, — cette lumière-là, c'est l'approfondissement intérieur de l'Eglise catholique, son enrichissement par le dedans, fruit régulier de la persécution.

Le catholicisme allemand, qui a eu trop longtemps la superstition de l'organisation, et auquel la perfection même du rouage extérieur faisait courir le plus grave risque qui soit pour une confession religieuse, l'absorption dans le matériel, se replie aujourd'hui sur ses positions centrales, sur ses valeurs profondes. Intériorisation féconde, dont nous pouvons dès à présent juger les fruits à des signes sûrs. Nous assistons actuellement en Allemagne à ce phénomène étonnant et réconfortant : le troupeau des fidèles, le peuple des âmes plus ardent dans sa foi que jamais, et cela en dépit de la tiédeur de la presse catholique, du fléchissement de certaines hautes déclarations officielles. Ces faiblesses, ces abandons apparents, il les absout d'un grand geste généreux. Il sait que la parole n'est plus libre dans le III^e Reich. Toutes les occasions, en revanche, d'attester sa foi, il les saisit avec une émouvante avidité. Ces quêtes de charité traquées, persécutées, brimées ont, cette année même, rapporté le double des années précédentes. Ce peuple catholique qui n'a plus de libertés, plus de presse, qui n'a plus que sa prière, se presse dans ses sanctuaires comme il ne l'a jamais fait. La persécution de l'Eglise a rempli les églises. Jamais les vocations n'ont été plus nombreuses, au point que, devant l'afflux sans précédent des demandes d'admission dans les séminaires, les registres d'inscription ont dû momentanément être fermés. Indomptable et magnifique protestation des âmes contre la force : il suffit qu'à l'horizon se dessine la persécution pour que se lèvent les candidats au martyre.

Nous ne voulons pas généraliser. Nous savons que l'héroïsme n'est pas le fait des masses. Nous savons que l'antichristianisme raciste entraînera comme conséquence le détachement et le glissement de tout ce qui, dans le catholicisme allemand, ne tenait que par la tradition, par l'habitude, par l'écorce. Mais il restera une admirable élite de lutteurs. Aucun idéal ne vit dans la facilité. Nous devons à l'Allemagne catholique d'aujourd'hui une illustration nouvelle d'une vieille loi : la Croix humiliée et menacée suscitant plus de ferveurs que la Croix triomphante.

ROBERT D'HARCOURT.

Les idées et les faits

Chronique des idées

La semaine sociale d'Angers (1)

Le pourquoi du régime corporatif.

Je voudrais, en tête de cette analyse, pour en faciliter la compréhension, rappeler d'un mot les corporations médiévales que l'on aspire à ressusciter. En France, comme chez nous, les bons métiers ont connu leur âge d'or au XIII^e siècle. Ils furent, à cette époque, la mise en œuvre non seulement de la solidarité ouvrière, mais aussi de la charité chrétienne qui en était l'âme. Protectrice du travail, la Corporation enrayait l'omnipotence de l'argent, assurait des tarifs suffisamment rémunérateurs, refrénait la concurrence excessive, conférait aux métiers une représentation cohérente qui en faisait un organe vital du corps

(1) Voir *La Revue* du 2 août.

social. Voilà le beau côté de l'institution et je constate que pas mal d'optimistes se gardent de retourner la médaille pour n'en pas voir le revers. Le revers, ce fut l'étroitesse, la rigidité d'un cadre ajusté aux arts et métiers, inadapté à l'extension du commerce et de l'industrie, la concurrence entravée, le libre essor des initiatives paralysé, la routine favorisée, la multiplicité des chicanes entre métiers voisins et rivaux. La Corporation finit par perdre son âme, la charité, l'égoïsme y entretint un foyer de discordes intestines, la maîtrise y devint le privilège des fils de titulaires ou grevée de taxes énormes qui la rendirent inaccessible aux bourses moyennes, tandis que, au dehors, les interventions de la puissance publique, battant monnaie sur les lettres de maîtrise, furent de plus en plus tracassières.

La grosse faute de la Révolution fut de détruire radicalement la Corporation par un décret de la Constituante du 17 mars 1791 et même d'enlever toute liberté d'association par la loi Le Chapelier du 14 juin suivant, alors qu'il eût fallu assouplir, élargir, adapter le régime aux nécessités nouvelles. L'ère de l'individualisme s'ouvrit.

Il faut se souvenir de cette histoire pour apprécier les motifs qu'on allègue aujourd'hui en faveur d'un retour à la Corporation.

Partant de ce principe que l'Economie doit être ordonnée, afin de respecter ce que M. Duthoit appelle le *primat humain*, les droits primordiaux de la personne humaine dans l'usage de la *propriété*, dans l'exercice du *travail*, dans la pratique de la *profession* — tous trois marqués d'un caractère social — on conclut d'abord à l'intervention d'*autorités corporatives*, disposant d'un pouvoir propre, tout en restant subordonnées à l'autorité politique. On estime, en outre, l'institution corporative indispensable à l'ordre social, en général, dont le bon agencement des rapports économiques est partie intégrante.

Soyons plus clair. Il y a deux fonctions essentielles que l'autorité professionnelle doit exercer. L'une, *sociale*, si l'on veut, réglera les rapports d'employeurs et d'employés, elle organisera le travail; c'est ce que font aujourd'hui les commissions mixtes, les conventions collectives de travail. L'autre, *économique*, réglera les conditions de la production elle-même, considérée dans sa quantité, ses qualités techniques, ses débouchés, le service de la clientèle. Deux fonctions, donc deux organismes reliés par l'unité foncière de la Corporation.

De plus, la solidarité nécessaire entre professions, d'abord les plus rapprochées, réclame des organes de liaison jouissant d'autorités capables d'aplanir les conflits et de coordonner les activités.

On le voit, le caractère social aussi bien qu'individuel de l'activité professionnelle appelle la Corporation. Dilemme indéclinable : ou les rapports de solidarité que fait naître la profession sur le plan social et sur le plan économique seront livrés au hasard, au choc des intérêts privés, ou ils seront réglés par l'organisation corporative. Pour que l'économie soit humaine dans toute l'acception du mot, il faut qu'elle soit ordonnée. Pour être ordonnée, il faut le jeu d'autorités professionnelles, car la profession ne peut s'accommoder d'une autorité lointaine, extérieure, incompétente, inapte à pénétrer dans les détails de la vie professionnelle.

On comprend, dès lors, la haute mission qu'assigne au régime corporatif ses partisans convaincus, dociles aux enseignements pontificaux.

Amortissant les chocs des concurrences, tempérant les convoitises déréglées, se faisant entendre de l'*auri sacra fames*, bien que la faim n'ait pas d'oreilles, mettant bon ordre aux enrichissements illégitimes, introduisant, imposant la mesure à la liberté commerciale stimulée par l'appât du gain, mais n'opérant que par à-coups funestes à la paix, la Corporation stabilisera l'ordre économique sans l'immobiliser, son influence rayonnant des activités professionnelles, interprofessionnelles sur le corps social tout entier.

Que dis-je? Non contente d'agencer, d'ajuster en perfection les rapports de production et d'échange de l'ordre économique, la Corporation agira sur l'ordre social tout entier dont cet agencement est partie intégrante. « Préoccupé, disait M. Duthoit, de restaurer l'ordre social tout entier, Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo Anno* constate deux choses : là où l'individualisme est parvenu à étouffer les groupements intermédiaires entre l'individu et l'Etat, la structure de la société se trouve faussée; par ailleurs, « l'organisation sociale se fondant sur des classes que des intérêts et des appétits contradictoires mettent en conflit, un grave désordre menace de ruine la société ».

C'est la restauration sociale dans son achèvement. Léon XIII l'avait commencée par le syndicalisme chrétien. Pie XI, *regnante* Duce, sera le pacificateur du monde par le corporatisme. Un miraculeux optimisme enfile les voiles de la barque de Pierre.

Ce que des optimistes d'une autre école, celle du libéralisme économique demandent au *mécanisme naturel des prix* pour

assurer l'équilibre de la production et de la consommation, les partisans de la Corporation, rejetant la liberté sans plus autant que le plan dictatorial, les régimes planifiés imposés par un dictateur ou une oligarchie, autant que ce que M. Jacques Rueff appelle le plébiscite constant ouvert par le mécanisme des prix, les partisans de la Corporation l'attendent de l'autorité corporative, disciplinant la liberté humaine, non pour la détruire, mais pour la garantir. Ni le système Guépéou ni le mécanisme des prix, la Corporation intervenant au point central et névralgique du désordre économique.

Mgr Bruno de Solages, le très distingué et éloquent recteur de l'Institut catholique de Toulouse, a précisément consacré sa leçon à l'autorité dans la profession. Il a demandé à cette autorité, pour assurer la coordination générale que nécessite la vie en commun, d'accepter à son tour la subordination indispensable au pouvoir politique, gardien du bien commun. Il estime en conséquence que la forme idéale de cette autorité semble être de nature corporative. La raison? C'est que dans la Corporation, d'une part, l'autorité professionnelle laisse subsister autour d'elle et en elle des libertés et des groupements, individus et syndicats, et, d'autre part, requiert au-dessus d'elle l'autorité suprême de l'Etat de qui elle tire son pouvoir légal et auprès de qui elle représente les intérêts de la profession.

Comme la vie professionnelle comporte, dit-il, naturellement deux aspects, relativement distincts bien qu'étroitement coordonnés, l'aspect social et l'aspect économique, *Mgr Bruno de Solages* assigne aussi à l'autorité corporative une double zone d'attributions qui pourra, en certains cas (pourquoi pas régulièrement?), donner lieu à la création de deux organes ou même d'un plus grand nombre selon les subdivisions mêmes que peut imposer, par exemple, la complexité de l'aspect économique, ayant chacun leur compétence propre.

Au total, à la recherche d'un équilibre humain : entre l'individualisme et le totalitarisme, pour sauver l'exercice moral de la liberté qui porte les destinées du royaume de Dieu, *Mgr Bruno de Solages* met sa confiance dans l'autorité corporative, respectueuse de la personnalité humaine, sagement ordonnatrice, au service du Bien commun.

* * *

Avant de passer au *comment* de la Corporation, qui sera l'objet d'un dernier article, je voudrais faire écho ici, en terminant cette analyse, à l'admirable conférence populaire qu'a prononcée au Cirque-Théâtre d'Angers, devant une assemblée de 5,000 personnes, S. Exc. *Mgr Dubourg*, évêque de Marseille. Le sujet était : *Ce que l'Eglise apporte à l'ordre nouveau*. Le lecteur verra s'élargir l'horizon par delà le rétablissement du régime corporatif

« Ce que l'Eglise apporte à l'ordre nouveau. Comme il ne saurait être question de dire ce que sera cet ordre nouveau, nous essaierons de discerner l'orientation du monde et de déterminer le rôle que les catholiques ont à jouer.

» Ce qui frappe actuellement, c'est le renversement des valeurs. Notre vieille classification chrétienne, valeurs spirituelles, valeurs intellectuelles, valeurs matérielles, est périmée. Plus rien n'est à sa place : la matière l'emporte sur l'esprit. Jésus avait dit : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu; le reste vous sera donné » par surcroît. » On a méprisé cet enseignement. L'homme moderne a cherché avant tout la fortune. Il l'a eue et en a abusé. Elle l'a trahi. Il est maintenant désemparé. Quels que soient les progrès réalisés par l'humanité depuis l'ère chrétienne, et quel que soit le bien qui se fait de nos jours, nous sommes à une époque critique où les mauvais instincts se réveillent. Le malaise est tel que de toutes parts on réclame un ordre nouveau.

« Dans quelle voie s'engager? Ou l'ordre nouveau sera l'instauration de l'ordre chrétien, ou il sera une dictature, dictature d'un parti ou dictature d'un homme.

» Que dit l'Eglise? Elle nous propose une doctrine qui concilie à merveille des principes que le monde a coutume d'opposer. Elle accorde autorité et liberté, tradition et progrès, justice et charité, patries et humanité. En dehors de ces principes, pas de vraie civilisation. « Si la société humaine, a écrit Léon XIII, doit être guérie, elle ne le sera que par le retour à la vie et aux institutions chrétiennes. » Pie XI tient le même langage : « Pour continuer l'œuvre de restauration commencée par notre illustre prédécesseur, deux choses sont nécessaires : la réforme des institutions et celle des mœurs. »

» Mais le monde actuel ne voulant pas entendre parler de restauration chrétienne, comment les catholiques doivent-ils agir?

» Un triple devoir leur incombe : connaître le monde, le pénétrer et l'édifier.

» Ils ne doivent pas oublier leur rôle de sel et de ferment. Ils ne doivent pas se restreindre à être un parti. Ils doivent entrer en contact avec tous les hommes, rendre service à tous, et surtout par leur conduite ils doivent s'imposer à tous. Que les catholiques qui sont à la tête des mouvements d'idées et des œuvres prennent bien soin de donner à la jeunesse ce vrai sens du christianisme qui fait si généralement défaut. »

Ce pâle résumé, s'il ne trahit pas trop la pensée de l'orateur épiscopal, montrera à quelle hauteur de vues il convie l'intelligence catholique.

J. SCHYRGENS.

Export **X. L.** Double
Helles **X. L.** Bock

Grandes Brasseries d'X.L.

Les Meilleures Bières



Avant d'acheter une voiture

essayez

Une F.N.

4 ou 8 cylindres

Société Générale de Belgique

Société Anonyme établie à Bruxelles par arrêté royal du 28 août 1822.

Montagne du Parc, 3

Rue Royale, 38

Rue Ravenstein

Adr. téleg. : Générale - Bruxelles.

BRUXELLES

Compte chèques postaux n° 261.

CAPITAL fr.	730.000.000.00
RÉSERVE fr.	1.129.053.000.00
FONDS SOCIAL fr.	1.859.053.000.00

CONSEIL DE DIRECTION :

MM. Emile Francqui, Gouverneur Honoraire;
Alexandre Galopin, Gouverneur;
Félicien Cattier, Vice-Gouverneur;
Jules Bagage, Directeur-Trésorier;
Gaston Blaise, Directeur;
Auguste Callens, Directeur;
le baron Carton de Wiart, Directeur;
Willy de Munck, Directeur;
Albert d'Heur, Directeur;
Charles Fabri, Directeur;
Edgar Sengier, Directeur;
Adolphe Stoclet, Directeur;
Firmin Van Brée, Directeur;
Edouard de Brabander, Directeur honoraire.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Edmond Solvay;
Léon Eliat;
le baron Adrien de Montpellier de Vedrin;
le baron A. d'Huart;
le baron de Trannoy;
G. Mullie;
Paul Hamoir;
H. Vermeulen.
le comte Patoul.

*Le Secrétaire,
M. Camille Lepêche.*